

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2500

5 novembre 2007

### SOMMAIRE

1st-Group Funds .....	119975	Frederika S.A. ....	119976
1st-Group Funds .....	119990	Frisia Return .....	119977
1st-Group Funds .....	119975	JSI Investments S.A. ....	119999
Aareal Fund Management S.à r.l. ....	120000	JSI Investments S.A. ....	119999
Aareal Fund Management S.à r.l. ....	120000	Kent Inter Holding S.A. ....	119997
Abbrasax S.à r.l. ....	119976	Lai Fu Luxembourg S.A. ....	119998
Advent Mango 5 .....	119993	Leader and Partners International .....	119997
Advent Mango 6 .....	119992	L.S.H. S.A. ....	119954
Agimarque Romans S.à r.l. ....	119996	Luxembourg Multi Investment Group S.A. .....	119989
Agimarque S.à r.l. ....	119995	Lux Investcom SA .....	119956
Agimarque Troyes S.à r.l. ....	119995	Lux Multi-Flex .....	119957
Alerno Holding S.A. ....	119956	MAS Corporate Services Sàrl .....	119994
Alstria Hanseatische Grundbesitz Holding S.à r.l. ....	119993	Möller Beheer S.A. ....	119956
AMBD SICAV .....	119954	M.P.I.S. ....	119989
Ascar S.à r.l. ....	119976	New Europe Investments Holdings S.A. .....	119954
AZ Electronic Materials Midco S.à r.l. ...	119998	Orchis Trust International S.A. ....	119994
Cable & Wireless Global Businesses Inter- national Sàrl .....	119993	P.H.P. Pizzeria du Nord S.à r.l. ....	119991
Camfunds Convertible Sicav .....	119955	Reacomex .....	119994
Campria Capital Holding S.A. ....	119956	Resolution (Luxembourg) S.C.A. ....	119991
Captiva 2 Johannes S.à r.l. ....	119992	Sanalux S.A. ....	119989
Captiva 2 Juna Holding S.à r.l. ....	119992	Schroder Property Investment Manage- ment (Luxembourg) S.à r.l. ....	120000
Captiva 2 KQ Holding S.à r.l. ....	119994	Schroder Property Investment Manage- ment (Luxembourg) S.à r.l. ....	120000
Carima S.A.H. ....	119996	Sireo Immobilienfonds No. 4 Edinburgh Ferry Road S.à r.l. ....	119999
C.E.P. Européenne d'Investissement S.A. .....	119999	Southern Cross Finance S.A. ....	119991
Challenge Consult Sàrl .....	119976	TGEST S.à r.l. ....	119998
C+ Investments .....	120000	Thisby S.A. ....	119989
Cofisul S.A. ....	119968	Tiscali Finance S.A. ....	119955
Compac S.A. ....	119996	Valauchan Sopaneer International S.C.A. .....	119955
Compagnie des Châteaux d'Europe Cen- trale S.A. ....	120000	Zellam S.A. ....	119995
Cordea Savills Fund Managers (Luxem- bourg) S.à r.l. ....	119996		
Even RX Eins S.à r.l. ....	119997		

**AMBD SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 287, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 47.419.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 19 décembre 2007 à 11.30 heures, en l'étude de M<sup>e</sup> Gérard Lecuit, 31, boulevard Prince Henri à L-1724 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Le quorum requis pour voter les points inscrits à l'ordre du jour lors de la première assemblée générale du 26 octobre 2007 n'ayant pas été atteint, une seconde Assemblée est convoquée en date du 19 décembre 2007 et pourra délibérer valablement quelle que soit la proportion du capital présent ou représenté sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Modification de l'article 28 des statuts par la suppression de: «La Société n'est pas autorisée à faire l'apport de l'un de ses compartiments à une entité tierce, que celle-ci soit ou non luxembourgeoise.»
2. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007123822/660/18.

---

**New Europe Investments Holdings S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 118.902.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

des actionnaires de la Société qui se tiendra au siège social, le 23 novembre 2007 à 17.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Augmentation du capital social à concurrence d'un montant de vingt-cinq mille euros (EUR 25.000,-) pour le porter de son montant actuel de cent dix-sept mille euros (EUR 117.000,-) représenté par mille cent cinquante (1.150) actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote et vingt (20) actions privilégiées de catégorie B avec droit de vote, d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune, à un montant de cent quarante-deux mille euros (EUR 142.000,-), avec émission de deux cent cinquante (250) nouvelles actions ordinaires de catégorie A avec droit de vote d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.
2. Souscription et libération par un apport en espèces.
3. Modifications afférentes de l'article 3 des statuts.
4. Divers.

Pour participer à ladite assemblée, les actionnaires déposeront leurs actions, respectivement le certificat de dépôt au bureau de l'assemblée générale, cinq jours francs avant la date de l'assemblée générale.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007125168/693/23.

---

**L.S.H. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R.C.S. Luxembourg B 86.734.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le 23 novembre 2007 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire,
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006,
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire,
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007125172/795/15.

---

**Valauchan Sopaneer International S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 52.454.

---

Les actionnaires sont priés d'assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au siège de la Société, le jeudi 22 novembre 2007 à 14.30 heures avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rachat et suppression par la Société de 2.527.207 Actions ordinaires appartenant à SOPANEER B.V.,
2. Diminution du capital social à hauteur de EUR 3.790.810,5 à la suite du rachat et de la suppression des Actions ordinaires dans le but de préserver la structure de l'actionariat de la Société,
3. Modification de l'article 5 des statuts à la suite de la diminution de capital,
4. Divers.

La Gérance.

Référence de publication: 2007125174/321/16.

---

**Camfunds Convertible Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 12, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 27.709.

---

Les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra le 23 novembre 2007 à 14.30 heures au siège social de la Société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Possibilité à donner au Conseil d'Administration de créer des actions de distribution et des actions de capitalisation,
2. Refonte complète des Statuts de la Société comprenant (1) des modifications significatives aux articles existants 7, 8, 20, 23 et 25, (2) l'insertion d'un nouvel article 6 «Actions de distribution et de capitalisation», et (3) la renumérotation des articles subséquents,
3. Divers.

Les actionnaires peuvent, sur simple demande au siège social de la Société, obtenir sans frais le texte complet des nouveaux Statuts coordonnés de la Société.

L'Assemblée ne pourra délibérer valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, devront réunir les deux tiers au moins des voix des actionnaires présents ou représentés.

Pour pouvoir assister à l'Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs actions auprès de la BANQUE DEGROOF LUXEMBOURG S.A. cinq jours francs avant la date fixée pour l'Assemblée.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007125173/584/22.

---

**Tiscali Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 76.406.

---

Notice is hereby given that an

**ORDINARY GENERAL MEETING**

of the Shareholders of the Company will be held extraordinarily at the registered office in Luxembourg, 3, rue de la Chapelle, on November 14th, 2007 at 10.00 am with the following agenda

*Agenda:*

1. Acceptance of the resignation of a director
2. Appointment of a new director and determination of the duration of his mandate
3. Decision to pay a remuneration to one of the Directors of the Company
4. Miscellaneous

For the Company.

Référence de publication: 2007121617/317/16.

---

**Möller Beheer S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 97.718.

---

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le mardi 13 novembre 2007 à 10.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert de siège.
2. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007122842/1267/13.

---

**Alerno Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 8.773.

---

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le mardi 13 novembre 2007 à 10.10 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert de siège.
2. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007123074/1267/13.

---

**Campria Capital Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 11.447.

---

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le mardi 13 novembre 2007 à 10.20 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert de siège.
2. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2007123075/1267/13.

---

**Lux Investcom SA, Société Anonyme.**

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 81.370.

---

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

qui aura lieu le mardi 13 novembre 2007 à 10.30 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Transfert de siège.

2. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007123076/1267/13.

**Lux Multi-Flex, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1122 Luxembourg, 2, rue d'Alsace.

R.C.S. Luxembourg B 132.422.

—  
STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am achtundzwanzigsten September.

Vor dem unterzeichneten Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg.

Ist erschienen:

CREDIT SUISSE SOLUTION PARTNERS AG, mit Sitz in Paradeplatz 8, CH-8001 Zürich,  
hier vertreten durch Britta Weickgenannt, Rechtsanwältin, beruflich wohnhaft in Luxemburg,  
gemäß privatschriftlicher Vollmacht, ausgestellt in Zürich, am 28. September 2007.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienene und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigefügt, um mit demselben registriert zu werden.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, die hiermit gegründet wird, wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1. Name.** Zwischen den Unterzeichneten und allen, welche zukünftig Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das «Gesetz von 2007») unter dem Namen LUX MULTI-FLEX (die «Gesellschaft»).

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Gesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft keinen Einfluss haben. Die Gesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

**Art. 3. Dauer.** Die Gesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 4. Gegenstand der Gesellschaft.** Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Gesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtnettvermögen der Gesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 12 entsprechen. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Gesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Gesellschaft erhöhen oder vermindern. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt und hat sich zu jedem Zeitpunkt mindestens auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Dieses Mindestgesellschaftskapital ist innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Gesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht zu erreichen.

Das Gründungskapital beträgt 31.000 Euro (einunddreissigtausend Euro) und ist in 31 (einunddreissig) Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, dass die Aktien der Gesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die «Teilfonds») angehören, welche wiederum in unterschiedlichen Währungen notiert sein können. Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmen, dass innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Gesellschaft beschrieben.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes der Gesellschaft in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den

Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen.

**Art. 6. Namensaktien und Aktienzertifikate.** Aktien der Gesellschaft werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

Für diese Namensaktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Gesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister gilt als Nachweis der Berechtigung des Aktionärs an solchen Namensaktien.

Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob Aktienzertifikate ausgegeben werden oder ob der Aktionär eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister erhält. Sofern Aktienzertifikate ausgegeben werden, werden diese binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde.

Aktien werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000 Euro in die Gesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Gesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Eine Übertragung von Aktien bedarf der vorherigen Zustimmung der Gesellschaft und ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Gesellschaft übernimmt.

Falls ein Aktionär Aktien der Gesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Gesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Gesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Gesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Gesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Gesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Gesellschaft sein, bis der Aktionär der Gesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Gesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Die Gesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Gesellschaft auf einer pro rata-Basis.

**Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten.** Kann ein Aktionär gegenüber der Gesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Gesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Gesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Gesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Gesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Gesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Gesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

**Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.** Aktien an der Gesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann die Gesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft geht; oder
  - einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
  - bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird;
- oder

- den Interessen der Gesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Gesellschaft:

- a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktionärsregister verweigern,
- b) Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Gesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

**Art. 9. Ausgabe von Aktien.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann für jeden Teilfonds die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Gesellschaft ausgegeben werden.

Der Ausgabepreis ist bei Ausgabe der Aktien gänzlich oder teilweise auf die Weise zu entrichten, wie sie der Verwaltungsrat für jeden Teilfonds bestimmt und im Verkaufsprospekt nennt und ausführlich beschreibt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für jeden Teilfonds zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise Mindestzeichnungsbeträge, die Zahlung von Ausgabeaufschlägen oder Ausgleichszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Die Gesellschaft kann im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Gesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, sofern eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Gesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Aktien müssen voll eingezahlt werden. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienausgabe in Umlauf waren.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen.

**Art. 10. Rücknahme von Aktien.** Jeder Aktionär kann innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Gesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die einzelnen Teilfonds festgelegt werden, verlangen. Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche fünf Werktage ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Aktienzertifikate und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Gesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 13 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 12 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Anteilwert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat als Mindestzahl bzw. -wert festgelegt wurden, kann dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 11 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat unter Berück-

sichtigung der Interessen aller Aktionäre für erforderlich gehalten wird. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden in diesen Fällen am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Gesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Der Verwaltungsrat kann eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betroffenen Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann (insbesondere, wenn es sich bei dem betroffenen Aktionär nicht oder nicht mehr um einen Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Gesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Gesellschaft bzw. eines Teilfonds in einer anderen Art und Weise schadet.

Des Weiteren kann der Verwaltungsrat der Gesellschaft beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Gesellschaft in Bezug auf einen oder mehrere Teilfonds zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten des betroffenen Teilfonds an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Gesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht in diesen Fällen dem Anteilwert am Tag der Rücknahme.

Die von der Gesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Gesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

**Art. 11. Umtausch von Aktien.** Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt ist, jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen bzw. der Aktienklasse und des anderen Teilfonds an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauschantrages unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Gesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien behandelt wird.

Aktien, welche in Aktien an einer anderen Aktienklasse oder eines anderen Teilfonds bzw. Aktienklasse eines anderen Teilfonds umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 12. Anteilwert.** Der Anteilwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in der jeweiligen Teilfondswährung - wie im Verkaufsprospekt festgesetzt - in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt aufgeführten Rhythmus, mindestens jedoch einmal pro Halbjahr («Bewertungstag») berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen ausgedrückt.

Er wird durch Division der Nettovermögenswerte der Gesellschaft, das heißt der einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten erfolgten, auf denen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, kann der Verwaltungsrat im Interesse der Aktionäre und der Gesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Gesellschaft beinhalten:

(1) Die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien.



- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Gesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Gesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Gesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widergespiegelt werden;
- (7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Gesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Gesellschaft;
- (8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.
- Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:
- (a) Die im jeweiligen Teilfonds enthaltenen offenen Zielfondsaktien werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- (b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.
- (c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist;
- (d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.
- (e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.
- (f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Gesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Anteilwert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet.
- (g) Der Bewertungspreis eines Geldmarktinstruments wird, ausgehend vom Nettoerwerbkurs und unter Beibehaltung der resultierenden Anlagerendite, sukzessive dem Verkaufspreis angepasst. Bei wesentlichen Änderungen der Marktbedingungen muss die Grundlage für die Bewertung verschiedener Anlagen an den neuen Markttrenditen ausgerichtet werden.
- (h) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei der Depotbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Gesellschaft für angebracht hält.

## II. Die Verbindlichkeiten der Gesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;

(2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Gesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);

(3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Gesellschaft);

(4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Gesellschaft);

(5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag entsprechend der Bestimmung durch die Gesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Gesellschaft für angemessen hält;

(6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Gesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Gesellschaft sämtliche von der Gesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Gesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Gesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Gesellschaft bei Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Gesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Innerhalb eines Teilfonds können eine oder mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Aktienklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entscheiden;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Gesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Gesellschaft derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse(n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Gesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage

in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) die Verbindlichkeiten zwischen den Aktienklassen anteilig im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Berechtigung an dem Konto oder Pool aufgeteilt werden;

f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Anteilwert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und auszulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Gesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Gesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Gesellschaft gemäß Artikel 10 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Gesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Gesellschaft;

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Gesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Gesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag die Gesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Gesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Gesellschaft als Vermögenswert der Gesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Gesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Gesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Gesellschaft geschätzt wird.

**Art. 13. Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes.** Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Anteilwertes der Aktien eines Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Gesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen eines Teilfonds unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens eines Teilfonds nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung eines Teilfonds verhindern;

- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Gesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Anteilwerte wird den Aktionären per Post oder E-Mail an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

**Art. 14. Verwaltungsrat.** Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär an der Gesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 20 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

**Art. 16. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Gesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Gesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Gesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) («Anlageberater») abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Gesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en). Der Verwaltungsrat kann Investmentbeiräte für jeden einzelnen Teilfonds berufen und deren Vergütung festsetzen. Diese Beiräte sollen aus fachkundigen Personen mit entsprechender Erfahrung bestehen. Die Beiräte haben lediglich eine beratende Funktion und treffen keinerlei Anlageentscheidungen. Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

**Art. 17. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens acht Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung mit schriftlich, per Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erteilter Vollmacht durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Sofern sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und sich damit einverstanden erklären, kann auf die ordnungsgemäße Einberufung verzichtet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können die Gesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweis Zwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 18. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 19. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 20. Anlagepolitik.** Die Vermögenswerte der Gesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Gesellschaft, wie sie in dem von der Gesellschaft herausgegebenen Verkaufsprospekt für die jeweiligen Teilfonds beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007. Die betreffenden Beteiligungen können entweder direkt oder über Tochtergesellschaften gehalten werden.

**Art. 21. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Gesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Gesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg-Stadt an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Mittwoch des Monats November um 14:00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 22. Generalversammlungen der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse.** Die Aktionäre der Aktienklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Aktionäre einer Aktienklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 21 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Gesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 23. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Gesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor («Depotbank») abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Gesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

**Art. 24. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Gesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Gesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

**Art. 25. Geschäftsjahr.** Das Rechnungsjahr der Gesellschaft beginnt am 01. Juli jeden Jahres und endet am 30. Juni des folgenden Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30. Juni 2008.

Der Jahresabschluss der Gesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

**Art. 26. Ausschüttungen.** Die Generalversammlung einer Aktienklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Gesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

**Art. 27. Auflösung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Gesellschaft wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 28. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds.** Der Verwaltungsrat kann beschließen, einen oder mehrere Teilfonds oder Aktienklassen zusammenzulegen, oder einen oder mehrere Teilfonds oder Aktienklassen aufzulösen, indem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionäre der Anteilwert der Aktien dieses oder dieser Teilfonds oder Aktienklassen zurückerstattet wird. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls beschließen, einen oder mehrere Teilfonds mit einem anderen spezialisierten Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 oder einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder einem Teilfonds eines solchen spezialisierten Investmentfonds oder eines solchen OGA zu verschmelzen.

Der Verwaltungsrat ist befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen

- im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für den jeweiligen Teilfonds getätigt werden oder in denen die Aktien dieses Teilfonds vertrieben werden, oder
- sofern der Wert der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds nicht mehr gewährleistet werden kann, oder

- im Rahmen einer Rationalisierung.

Der Liquidationserlös, der von Aktionär nach Abschluss der Liquidation nicht gefordert wurde, bleibt bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten deponiert und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Der Beschluss des Verwaltungsrates gemäß dem ersten Absatz dieses Artikels über die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt. In diesem Fall ist es den betroffenen Aktionären erlaubt, während der Mindestdauer eines Monats ab dem Datum der erfolgten Mitteilung die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch aller oder eines Teils ihrer Aktien zu dem anwendbaren Anteilwert zu beantragen. Nach Ablauf dieser Periode ist die Verschmelzung für alle verbleibenden Aktionäre bindend. Im Falle der Verschmelzung einer oder mehrerer Aktienklassen der Gesellschaft mit einem luxemburgischen «fonds commun de placement» bzw. «fonds commun de placement - FIS» ist der Beschluss jedoch nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktionäre bindend, bei allen anderen Aktionäre wird davon ausgegangen, dass sie einen Antrag auf Rücknahme ihrer Aktien gestellt haben.

Der Erlös aus der Auflösung von Aktien, der von den Aktionäre nach erfolgter Auflösung einer Aktienklasse nicht gefordert wurde, wird bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Die Gesellschaft hat die Aktionäre durch Veröffentlichung einer Rücknahmeankündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Aktionäre und ihre Adressen der Gesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeankündigung mittels Brief an diese Adressaten.

**Art. 29. Liquidation.** Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Der Netto-Liquidationserlös der Gesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz verteilt. Der Verwaltungsrat kann im Verkaufsprospekt genauer regeln, wie in Hinblick auf die verschiedenen Aktienklassen verfahren wird.

Wird die Gesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Verteilung der Liquidationserlöse und sehen die Hinterlegung bei der Caisse de Consignation für alle Beträge vor, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

**Art. 30. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das «Gesetz von 1915») unterliegt, geändert werden.

**Art. 31. Interessenkonflikte.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Gesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Gesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Gesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Gesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Gesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Gesellschaft ein den Interessen der Gesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

«Entgegengesetztes Interesse» entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

**Art. 32. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

#### *Zeichnung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

CREDIT SUISSE SOLUTION PARTNERS AG, vorgenannt, zeichnet einunddreißig (31) Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-),

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt 31.000,- Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

119968

*Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

*Beschluss des alleinigen Gesellschafters*

Oben angeführte Gründungsgesellschafter, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Hans-Ulrich Hügli, geboren am 4. Mai 1950 in Meikirch/Bern (Switzerland), beruflich ansässig in 56, Grand-rue, L-1660 Luxemburg,

- Philippe Bernard, geboren am 31. März 1962 in Lausanne/Waadt, Switzerland, beruflich ansässig in 56, Grand-rue, L-1660 Luxemburg

- Jacques E. Stauffer, geboren am 22. August 1958 in Bätterkinden/Bern, Switzerland, beruflich ansässig in Paradeplatz 8, CH-8001 Zürich, Schweiz

- Oliver Maas, geboren am 22. März 1972 in Männedorf/Zürich, Switzerland, beruflich ansässig in Paradeplatz 8, 8001 Zürich, Schweiz

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2008.

II. Sitz der Gesellschaft ist 2, rue d'Alsace, L-1122 Luxemburg.

III. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird im Jahre 2008 stattfinden.

IV. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

KPMG AUDIT, S.à r.l. mit Sitz in 31, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, RCS Luxembourg B 103.590.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2008.

Worüber Urkunde aufgenommen wurde in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar dem Namen, Zivilstand und Wohnort nach bekannt sind, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: B. Weickgenannt, H. Hellinckx.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007. Relation: LAC/2007/28982. — Reçu 1.250 euros.

*Le Receveur (signé): F. Sandt.*

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 8. Oktober 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007119817/242/662.

(070141775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2007.

**Cofisul S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 88.401.

L'an deux mille sept, le dix-neuf octobre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

INVISTA EUROPEAN REAL ESTATE BEL-AIR FRANCE HOLDINGS SAS, une société par actions simplifiée à associé unique, constituée et régie par le droit français, au capital social de 35.890.000,- Euro ayant son siège social au 8 Avenue Hoche, 75008 Paris (France), et immatriculée sous le numéro RCS Paris B 495 245 086 (l'«Associé Unique»),

représentée aux fins des présentes par Maître Eric Cadilhac, avocat, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée le 19 octobre 2007 à Paris (France). Ladite procuration restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elle.

La société comparante, agissant en sa qualité d'associé unique de la société COFISUL S.A., une société anonyme avec siège social au 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, constituée suivant acte notarié du 16 juillet 2002, publié au Mémorial C n° 1409 du 28 septembre 2002 et inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 88 401 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution.

L'Associé Unique, représenté comme précédemment indiqué, reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur la base de l'ordre du jour suivant:



*Ordre du jour:*

1. Modification du nom de la Société en COFISUL SAS.
2. Changement de la nationalité de la Société et transfert de son siège social du Grand-Duché de Luxembourg vers la France.
3. Attribution de pouvoirs afin d'opérer la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et autres formalités.
4. Acceptation de la démission des administrateurs et décharge.
5. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes et décharge.
6. Nomination du président.
7. Nomination des nouveaux commissaires aux comptes.
8. Refonte complète des statuts pour refléter les changements mentionnés ci-dessus et les adapter au droit français, le nouvel objet social ayant la teneur suivante:

«La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et la cession de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés françaises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la société peut acquérir et céder toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et céder des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.»

demande au notaire soussigné d'acter que l'Associé Unique, représentant l'intégralité du capital émis et exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale, a adopté les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le nom de la Société en COFISUL SAS avec effet au jour de la de la tenue en France d'une assemblée des actionnaires de la Société ou d'une décision de l'associé unique, le cas échéant, constatant et confirmant (i) le transfert du siège social et du siège réel de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers la France et l'établissement en France de ceux-ci et (ii) que la Société est soumise au droit français sous forme juridique d'une société par actions simplifiée.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de transférer le siège social, le principal établissement et le siège de direction effective de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers la France et décide que la Société adoptera la nationalité française sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège donnent lieu, ni légalement, ni fiscalement, à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive n° 69/335 CEE du 17 juillet 1969.

Ce transfert ne prendra effet au Luxembourg qu'à compter du dernier des événements suivants:

(a) la tenue en France d'une assemblée des actionnaires de la Société ou d'une décision de l'associé unique, le cas échéant, constatant et confirmant (i) le transfert du siège social et du siège réel de la Société du 25B, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg vers la France et l'établissement en France de ceux-ci et (ii) que la Société est soumise au droit français sous forme juridique d'une société par actions simplifiée, et

(b) l'immatriculation de la Société auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris.

La Société ne perdra sa nationalité luxembourgeoise qu'à partir de la date où elle aura acquis la nationalité française.

L'Associé Unique constate que la présente résolution a été prise en conformité avec l'article 67-1 (1) de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, prévoyant la possibilité pour l'assemblée générale extraordinaire, et par conséquent l'associé unique exerçant les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale, de changer les statuts dans toutes ses dispositions, y compris la possibilité de changer la nationalité de la société avec l'accord unanime des actionnaires, en cas de pluralité d'actionnaires.

*Troisième résolution*

L'Associé Unique décide que le nouveau siège social de la Société en France sera fixé à l'adresse suivante: 8, avenue Hoche, 75008 Paris (France), avec effet au jour de la de la tenue en France d'une assemblée des actionnaires de la Société ou d'une décision de l'associé unique, le cas échéant, constatant et confirmant (i) le transfert du siège social et du siège réel de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers la France et l'établissement en France de ceux-ci et (ii) que la Société est soumise au droit français sous forme juridique d'une société par actions simplifiée.

*Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide de conférer tous pouvoirs généralement quelconques au notaire instrumentaire ainsi qu'aux administrateurs démissionnaires et au président désignés à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire, ou la décision de l'associé unique, le cas échéant, devant se tenir avant le 31 décembre 2007 à Paris (France), laquelle constatera et

confirmera (i) le transfert du siège social et du siège réel de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers la France et l'établissement en France de ceux-ci et (ii) que la Société est soumise au droit français sous forme juridique d'une société par actions simplifiée, chacun avec faculté de substitution, agissant individuellement, à l'effet de faire procéder et parvenir à la radiation de l'inscription de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et d'effectuer toutes démarches, réquisitions, déclarations et délégations relatives à la cessation de la Société en tant que société de droit luxembourgeois.

#### *Cinquième résolution*

L'Associé Unique décide d'accepter la démission de tous les administrateurs de la Société actuellement en fonction et de leur accorder pleine et entière décharge pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

L'Associé Unique constate que cette démission deviendra effective à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire, ou la décision de l'associé unique, le cas échéant, devant se tenir avant le 15 novembre 2007 à Paris (France), constatant et confirmant (i) le transfert du siège social et du siège réel de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers la France et l'établissement en France de ceux-ci et (ii) que la Société est soumise au droit français sous forme juridique d'une société par actions simplifiée.

#### *Sixième résolution*

L'Associé Unique décide d'accepter la démission de C.A.S. SERVICES S.A., avec siège au 20, rue de la Poste, L-2343 Luxembourg, immatriculée au R.C.S. de Luxembourg sous le numéro B 68 168, en tant que commissaire aux comptes de la Société avec effet au jour de la radiation de la Société au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et d'accorder pleine et entière décharge au commissaire aux comptes démissionnaire pour l'exécution de son mandat.

#### *Septième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer Madame Christelle Ferry, demeurant 27, avenue Mac Mahon, 75017 Paris, en tant que président de la Société sans limitation de durée.

L'Associé Unique constate que cette nomination deviendra effective à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire, ou la décision de l'associé unique, le cas échéant, constatant et confirmant (i) le transfert du siège social et du siège réel de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers la France et l'établissement en France de ceux-ci et (ii) que la Société est soumise au droit français sous forme juridique d'une société par actions simplifiée.

#### *Huitième résolution*

L'Associé Unique décide de nommer K.P.M.G. S.A., ayant son siège social au Immeuble Le Palatin, 3 cours du Triangle, 92939 Paris La Défense Cédex, et son suppléant M. Fabrice Odent, 1 Cours Valmy, 92923 Paris La Défense Cédex, en tant que commissaires aux comptes de la Société pour une durée de six exercices, leurs fonctions expirant après l'approbation des comptes du sixième exercice.

L'Associé Unique constate que cette nomination deviendra effective à l'issue de l'assemblée générale extraordinaire, ou la décision de l'associé unique, le cas échéant, constatant et confirmant (i) le transfert du siège social et du siège réel de la Société du Grand-Duché de Luxembourg vers la France et l'établissement en France de ceux-ci et (ii) que la Société est soumise au droit français sous forme juridique d'une société par actions simplifiée.

#### *Neuvième résolution*

L'Associé Unique décide d'adopter de nouveaux statuts en vue de les adapter au droit français.

La teneur des nouveaux statuts est la suivante:

« **Art. 1<sup>er</sup>. Forme.** La société constituée à l'origine sous forme de société anonyme de droit luxembourgeois le 16 juillet 2002 a décidé aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 19 octobre 2007 de transférer son siège social et son principal établissement du Grand-duché de Luxembourg en France et décidé que la Société adoptera la nationalité française, sans toutefois que ce changement de nationalité et transfert de siège ne donnent lieu légalement à la constitution d'une nouvelle entité juridique, conformément à la directive N ° 69/335 CEE du 17 juillet 1969.

**Art. 2. Dénomination sociale.** La dénomination sociale de la Société est: COFISUL SAS.

**Art. 3. Siège social.** Le siège social de la Société est établi au 8, avenue Hoche, 75008 Paris.

Le siège social peut être transféré en tout autre lieu par décision du président, sous réserve de la ratification de cette décision par l'associé unique ou les associés. Lors d'un transfert décidé par le président, celui-ci est autorisé à modifier les statuts en conséquence.

**Art. 4. Durée de la société.** La société, sauf en cas de prorogation ou de dissolution anticipée, aura une durée de 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

**Art. 5. Objet social.** La société a pour objet l'acquisition, la gestion, la mise en valeur et la cession de participations, de quelque manière que ce soit, dans d'autres sociétés françaises et étrangères. Elle peut aussi contracter des emprunts et accorder aux sociétés, dans lesquelles elle a une participation directe ou indirecte, toutes sortes d'aides, de prêts, d'avances et de garanties.

Par ailleurs, la société peut acquérir et céder toutes autres valeurs mobilières par souscription, achat, échange, vente ou autrement. Elle peut également acquérir, mettre en valeur et céder des brevets et licences, ainsi que des droits en dérivant ou les complétant.

D'une façon générale, la société peut faire toutes opérations commerciales, industrielles et financières, de nature mobilière et immobilière, susceptibles de favoriser ou de compléter les objets ci-avant mentionnés.

**Art. 6. Capital - Actions - Droits attachés aux actions.** Le capital social est fixé à la somme de cent mille euros (100.000,- EUR), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de cent euros (100,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Les actions sont toutes émises en la forme nominative.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, des décisions collectives des associés.

Les actions donnent lieu à une inscription sur un compte ouvert dans les livres de la Société dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Une attestation d'inscription en compte pourra être délivrée à l'associé qui en aura fait la demande.

En cas de pluralité d'associés, chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres à l'occasion d'une opération telle que réduction du capital, augmentation du capital par incorporation de réserves, fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la société, les associés devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire pour toute autre décision que celle concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.

Les copropriétaires d'actions indivises sont tenus de se faire représenter aux assemblées par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique justifiant d'une habilitation spéciale. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé.

**Art. 7. Transmission des actions.** La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du titulaire sur les registres que la Société tient à cet effet au siège social.

Les actions sont transmises à l'égard des tiers et de la Société par virement de compte à compte.

**Art. 8. Désignation du président.** La Société est représentée, gérée et administrée par un président qui est une personne morale ou une personne physique, de nationalité française ou étrangère, associée ou non associée de la Société.

Lorsqu'une personne morale exerce les fonctions de président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités, civile et pénale, que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La personne morale président, s'il s'agit d'une société française, sera représentée dans sa fonction par son représentant légal personne physique.

Si la personne morale président est une société étrangère, il conviendra que cette dernière désigne une seule personne physique pour la représenter dans ses fonctions. Dans ce cas, pour être opposable à la Société, la personne morale est tenue de désigner, dans le mois de sa nomination, un représentant personne physique pour la durée de son propre mandat de président. L'identité de ce représentant sera notifiée par tous moyens à la Société.

Si la personne morale président met fin aux fonctions de son représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la Société qu'à compter de la notification qui lui en sera faite concernant la désignation d'un nouveau représentant personne physique.

Le président est désigné par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés de la Société.

**Art. 9. Durée des fonctions du président.** Le président exerce ses fonctions avec ou sans limitation de durée selon la décision prise par l'associé unique ou les associés lors de sa nomination. Il ne peut être révoqué que par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés représentant au moins 50% du capital social et des droits de vote.

**Art. 10. Rémunération du président.** En contrepartie des missions qui lui ont été confiées, le président pourra percevoir, au titre de ses fonctions de président, une rémunération librement fixée par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés de la société. Cette rémunération est, le cas échéant, modifiée par une nouvelle décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés.

**Art. 11. Pouvoirs du président.** Le président est investi en toute circonstance de tous les pouvoirs nécessaires pour représenter et diriger la société, sauf stipulations particulières convenues lors de sa nomination, et sauf pour les décisions pour lesquelles les dispositions légales ou les présents statuts donnent compétence exclusive, à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés.

A titre d'ordre interne, et sans que cela soit opposable aux tiers, le président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'avec l'accord de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, des associés:

- tout changement important dans la façon de mener l'exploitation de la société, toute réduction importante ou cessation d'activités ainsi que tout changement dans la politique ou la nature des activités de la société;
- l'acquisition ou la cession par la société d'actions ou de toute forme d'intérêt dans toute société, personne morale, ou autre groupement ou entité économique, la création ou la fermeture de toutes succursales, agences, bureaux, tant en France qu'à l'étranger;
- l'octroi ou l'autorisation relative au maintien ou à l'octroi de toute garantie, de toute sûreté, privilège, nantissement ou hypothèque sur les actifs de la société, ou encore de tout prêt ou crédit;
- l'acceptation ou la reconnaissance de tout emprunt ou de tout avantage pécuniaire et ce, quelle qu'en soit la forme;
- la signature de tout contrat ne relevant pas du cours normal de l'exploitation de la société;
- la conclusion ou la résiliation de tout contrat ou de tout engagement, notamment toute vente, achat, ou location d'actifs appartenant à la société, dont la durée excède une année ou dont le montant excède 50.000,- € ou ayant pour effet d'en porter le montant global cumulé à une somme excédant 250.000,- €;
- toute décision ou réponse dans le cadre d'enquêtes ou de contrôles effectués par toute autorité administrative ou judiciaire;
- toute action ou défense en justice, y compris à l'occasion du règlement ou de la liquidation judiciaire de la société.

Le président peut sous sa responsabilité donner toutes délégations de pouvoir à toutes personnes physiques ou morales, associés ou non de la société, de son choix pour un ou plusieurs objets déterminés, et doit prendre, à cet égard, toutes mesures nécessaires pour que soient respectées les stipulations des présents statuts.

**Art. 12. Désignation du directeur général.** La Société peut être également dirigée par une ou plusieurs personnes portant le titre de directeur général qui sont obligatoirement des personnes physiques de nationalité française ou étrangère. La nomination du directeur général est faite par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés. Le directeur général peut être lié à la Société par un contrat de travail.

**Art. 13. Durée des fonctions du directeur général.** Le directeur général exerce ses fonctions avec ou sans limitation de durée selon la décision prise par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par les associés lors de sa nomination. Le directeur général peut être révoqué à tout moment, et sans qu'aucun motif soit nécessaire, par décision de l'associé unique, ou en cas de pluralité d'associés, des associés constatée dans un procès-verbal. La cessation, pour quelque cause que ce soit et quelle qu'en soit la forme, des fonctions de directeur général, ne donnera droit au directeur général révoqué à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

**Art. 14. Pouvoirs du directeur général.** Sauf restriction contenue dans la décision de nomination ou dans une décision postérieure, le directeur général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le président.

**Art. 15. Rémunération du directeur général.** En contrepartie des missions qui lui ont été confiées, le directeur général pourra percevoir, au titre de ses fonctions de directeur général, une rémunération librement fixée par le président et approuvée par décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés de la société. Cette rémunération est, le cas échéant, révisée selon les mêmes formes.

**Art. 16. Comité d'entreprise.** Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L. 432-6 du Code du travail auprès du directeur général, ou s'il n'y a pas de directeur général, du président ou du représentant désigné par le président ou par le directeur général.

**Art. 17. Commissaires aux comptes.** Un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés et exercent leur mission de contrôle conformément à la loi et aux règlements en vigueur.

**Art. 18. Exercice social.** Chaque exercice social a une durée d'une année qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

**Art. 19. Approbation des comptes.** Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, le rapport de gestion, les comptes annuels et le cas échéant le rapport de gestion du groupe et les comptes consolidés sont arrêtés par le président. L'associé unique approuve les comptes et, le cas échéant les comptes consolidés, après rapport du Commissaire aux comptes, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

En cas de pluralité d'associés, dans le délai de six mois à compter de la date de clôture de l'exercice social, les associés au terme d'une décision collective statuent sur les comptes annuels, connaissance prise du rapport de gestion du président et des rapports des Commissaires aux comptes. S'il y a lieu, les comptes consolidés et le rapport sur la gestion du groupe sont présentés lors de ladite décision de l'associé unique ou, lors de la décision collective, en cas de pluralité d'associés.

**Art. 20. Décisions.** L'associé unique est seul compétent, ou les associés sont seuls compétents, pour décider de:

- l'approbation des comptes annuels et le cas échéant des comptes consolidés;
- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital;
- la transformation de la Société, la fusion, la scission ou la dissolution de la Société ainsi que toutes les règles relatives à la liquidation et aux pouvoirs du liquidateur;
- la prorogation de la durée de la Société;

- la modification de dispositions statutaires à l'exception du pouvoir du président en matière de changement de siège, selon l'article 3 des statuts;
- la nomination, la révocation et la rémunération du président;
- la nomination des Commissaires aux comptes au cours de la vie sociale;
- l'approbation ou le refus des conventions réglementées, passées par le président ou le directeur général, non associé, directement ou indirectement avec la Société.

Toute autre décision relève du pouvoir du président.

Sauf dans le cas où il en est disposé autrement par une disposition impérative de la loi, les décisions collectives sont prises à la majorité des voix dont disposent tous les associés.

**Art. 21. Modes de consultation de l'associé unique ou des associés.** Si la Société ne compte qu'un seul associé, le président consulte l'associé unique par la signature d'un procès-verbal de décision signé par l'associé unique, avec mention de la communication préalable, s'il y a lieu, des documents nécessaires ou sur lesquels porte la décision.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte sous seing privé signé par tous les associés. Tous moyens de communication - vidéo, messagerie électronique, télécopie, etc. - peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs associés représentant plus de 50% du capital social et des droits de vote.

#### *Assemblée*

L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Elle peut également être convoquée par un ou plusieurs associés représentant plus de 50% du capital social et des droits de vote. Lorsque l'assemblée n'est pas convoquée par le président, celui-ci devra être informé de la tenue de l'assemblée, et convoqué à ladite assemblée.

La convocation à une assemblée est faite par tous moyens huit (8) jours au moins avant la date de la décision. Elle indique l'ordre du jour. La convocation n'est pas requise si tous les associés sont présents ou représentés.

L'assemblée est présidée par le président; à défaut, l'assemblée élit son président de séance.

L'assemblée des associés ne peut statuer que dans la mesure où les associés présents ou représentés détiennent au moins 50% du capital et des droits de vote de la Société.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président et par un ou plusieurs associés représentant plus de 50% du capital social et des droits de vote.

#### *Consultation par correspondance*

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à chacun, par tous moyens. Les associés disposent d'un délai minimal de quinze (15) jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout associé n'ayant pas répondu dans un délai de trente (30) jours à compter de l'envoi des documents nécessaires à son information, est considéré comme s'étant abstenu.

En cas de consultation par correspondance, la décision des associés ne peut être adoptée que dans la mesure où les associés ayant répondu à la consultation détiennent au moins 50% du capital et des droits de vote de la société.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi et signé par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque associé.

#### *Acte sous-seing privé*

La décision des associés peut aussi s'exprimer sous forme d'un acte sous seing privé signé par tous les associés.

**Art. 22. Intervention des commissaires aux comptes dans la consultation des associés - Information des commissaires aux comptes.** Pour toute consultation des associés nécessitant l'intervention du Commissaire aux comptes, celui-ci sera dûment informé de la date à laquelle l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, doit se prononcer et de la nature des décisions soumises à leur approbation, dans un délai déterminé en accord avec le Commissaire aux comptes, lui permettant d'établir les rapports requis.

**Art. 23. Droit de communication et d'information.** Pour toutes les décisions de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, les décisions collectives où les dispositions légales imposent que le président et/ou les Commissaires aux comptes établissent un ou plusieurs rapports, le président devra communiquer à l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, aux associés, au plus tard concomitamment à la consultation par correspondance, à la signature de l'acte ou à l'assemblée, le ou les rapports du président ou du (des) Commissaire(s) aux comptes.

L'associé unique peut ou, en cas de pluralité d'associés, les associés peuvent, à tout moment, sous réserve de ne pas porter atteinte à la bonne marche de la Société, procéder à la consultation au siège social de la Société et, éventuellement

prendre copie, de l'inventaire, des comptes annuels, du tableau des résultats de la Société au cours des cinq (5) derniers exercices, des comptes consolidés le cas échéant, des registres sociaux, de la comptabilité actions et des rapports, pour les trois derniers exercices clos, du président et des Commissaires aux comptes et, pour la décision de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, la décision collective devant statuer sur les comptes annuels, les comptes sociaux et, le cas échéant, les comptes consolidés du dernier exercice clos.

**Art. 24. Procès-Verbaux.** Les procès-verbaux de décisions de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, des décisions collectives des associés sont reportés sur un registre spécial, coté et paraphé. Ces procès-verbaux, une fois reportés sur ledit registre, sont signés par le président. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés par le président.

**Art. 25. Droits des associés.** Chacune des actions bénéficie des mêmes droits sur la part des bénéfices, des réserves et du boni de liquidation et a droit au même remboursement du capital qu'elle représente, sauf à supporter les pertes, s'il y a lieu, dans les mêmes proportions.

Les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation seront répartis conformément aux dispositions légales et aux stipulations des présents statuts.

Le solde du bénéfice, après les différents prélèvements effectués en application des dispositions légales, sera au choix de l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, des associés, statuant sur proposition du président, en tout ou partie, soit distribué à toutes les actions, soit affecté à un ou plusieurs fonds de réserve extraordinaire, généraux ou spéciaux non productifs d'intérêts. L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés peut, en outre, décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire et sur les réserves dont l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, a la disposition en indiquant expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

**Art. 26. Paiement des dividendes.** Les modalités de paiement des dividendes sont fixées par décision de l'associé unique, ou, en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés ou, à défaut, par le président.

**Art. 27. Dissolution.** A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée et dès lors que la Société compte plusieurs associés ou un associé unique personne physique, l'associé unique personne physique ou, les associés règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément aux dispositions légales en vigueur.

Si la Société a un associé unique personne morale, la dissolution de la Société n'est pas suivie de liquidation. Dans ce cas, la dissolution se fait par transmission universelle du patrimoine de la Société à l'associé unique dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

**Art. 28. Désignation du président.** Est nommée comme président Madame Christelle Ferry demeurant 27, avenue Mac Mahon, 75017 Paris, sans limitation de durée.

Madame Christelle Ferry déclare accepter ces fonctions et affirme n'être atteinte d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptibles d'empêcher sa nomination.

**Art. 29. Désignation des commissaires aux comptes.** K.P.M.G. S.A., Immeuble Le Palatin, 3 cours du Triangle, 92939 Paris La Défense Cédex, et son suppléant M. Fabrice Odent, 1 Cours Valmy, 92923 Paris La Défense Cédex

sont nommés pour une durée de six exercices, leurs fonctions expirant après l'approbation des comptes du sixième exercice.

Chacun accepte ses fonctions et affirme n'être atteint d'aucune incompatibilité ni d'aucune interdiction susceptible d'empêcher sa nomination.

**Art. 30. Reprise des actes antérieurs à l'immatriculation.** L'associé unique déclare accepter purement et simplement les actes passés au nom et pour le compte de la Société avant la signature des présentes, et qui sont énoncés dans un état annexé aux présents statuts (Annexe 1), indiquant pour l'associé unique l'engagement qui en résulterait pour la Société.

L'associé unique donne par ailleurs mandat de prendre pour le compte de la Société jusqu'à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, les engagements indiqués à l'Annexe 2.

**Art. 31. Frais et autres.** Les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la Société lorsqu'elle aura été immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés.»

#### *Dixième résolution*

L'Associé Unique décide de soumettre les résolutions ci-avant, à l'exception des cinquième et sixième résolutions, à la condition suspensive de la tenue avant le 31 décembre 2007 à Paris (France) d'une assemblée générale extraordinaire, ou d'une décision de l'associé unique, le cas échéant, approuvant le transfert de siège social et du principal établissement de la Société en France et confirmant la nomination du président et des commissaires aux comptes de la Société.

119975

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la Société des suites de ce document au Grand-Duché de Luxembourg sont estimés à environ deux mille euros.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée aux comparants connus du notaire instrumentaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: E. Cadilhac, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 24 octobre 2007, Relation: EAC/2007/13069. — Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): Santioni.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 29 octobre 2007.

J.-J. Wagner.

Référence de publication: 2007124562/239/364.

(070149050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 octobre 2007.

---

**1st-Group Funds, Fonds Commun de Placement.**

Die AXXION S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der BANQUE DE LUXEMBOURG S.A. beschlossen, das Sonderreglement des Teilfonds «Liberty Vermögensaufbau-Fonds» unter dem Umbrellafonds 1st GROUP FUNDS (Organismus für gemeinsame Anlagen), der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Wirkung zum 1. November 2007 zu ändern.

Das Sonderreglement wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 27. September 2007.

AXXION S.A. / BANQUE DE LUXEMBOURG S.A.

*Verwaltungsgesellschaft / Depotbank*

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2007122894/7/19.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2007, réf. LSO-CJ06292. - Reçu 16 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070146627) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2007.

---

**1st-Group Funds, Fonds Commun de Placement.**

Die AXXION S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der BANQUE DE LUXEMBOURG S.A. beschlossen, das Verwaltungsreglement des Umbrellafonds 1st GROUP FUNDS (Organismus für gemeinsame Anlagen), der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Wirkung zum 1. November 2007 zu ändern.

Das Verwaltungsreglement wurde beim Registre de Commerce et des Sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 27. September 2007.

AXXION S.A. / BANQUE DE LUXEMBOURG S.A.

*Verwaltungsgesellschaft / Depotbank*

Unterschriften / Unterschriften

Référence de publication: 2007122895/7/18.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2007, réf. LSO-CJ06288. - Reçu 44 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070146630) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2007.

---

**Abrasax S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.  
R.C.S. Luxembourg B 59.507.

**Ascar S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1320 Luxembourg, 30, rue de Cessane.  
R.C.S. Luxembourg B 62.201.

**Challenge Consult Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1320 Luxembourg, 30, rue de Cessange.  
R.C.S. Luxembourg B 58.248.

**Frederika S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1417 Luxembourg, 16, rue Dicks.  
R.C.S. Luxembourg B 7.651.

—  
LIQUIDATIONS JUDICIAIRES

Par jugement rendu en date du 22 octobre 2007, Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

ABRASAX S.à r.l., avec siège social à L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper, de fait inconnue à cette adresse;

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Isabelle Jung, juge, et liquidateur Maître Stéphanie André, avocate, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leur créances avant le 9 novembre 2007 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

S. André.

*Le Liquidateur*

Par jugement rendu en date du 22 octobre 2007, Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

ASCAR S.à r.l., avec siège social à L-1320 Luxembourg, 30, rue de Cessange.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Isabelle Jung, juge, et liquidateur Maître Stéphanie André, avocate, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leur créances avant le 9 novembre 2007 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

S. André.

*Le Liquidateur*

Par jugement rendu en date du 22 octobre 2007, Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

CHALLENGE CONSULT S.à r.l., avec siège social à L-1320 Luxembourg, 30, rue de Cessange.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Isabelle Jung, juge, et liquidateur Maître Stéphanie André, avocate, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leur créances avant le 9 novembre 2007 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

S. André.

*Le Liquidateur*

Par jugement rendu en date du 22 octobre 2007, Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

FREDERIKA S.A., avec siège social à L-1417 Luxembourg, 16, rue Dicks, de fait inconnue à cette adresse;

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Isabelle Jung, juge, et liquidateur Maître Stéphanie André, avocate, demeurant à Luxembourg.



Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leur créances avant le 9 novembre 2007 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

S. André.

Le Liquidateur

Référence de publication: 2007123305/8255/72.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2007, réf. LSO-CJ09169. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2007, réf. LSO-CJ09170. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2007, réf. LSO-CJ09171. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2007, réf. LSO-CJ09175. - Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070147607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

(070147608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

(070147609) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

(070147610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

### **Frisia Return, Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé.**

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 132.417.

#### — STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsieben, am fünften Oktober.

Vor der unterzeichneten Notarin Martine Schaeffer, mit dem Amtssitz Luxemburg, in Vertretung ihres verhinderten Kollegen Notar Henri Hellinckx, mit dem Amtssitz in Luxemburg, welch Letzterem gegenwärtige Urkunde verbleibt.

Ist erschienen:

FLOSSBACH & VON STORCH VERMÖGENSMANAGEMENT AG, Aktiengesellschaft mit Sitz in D-50670 Köln, Im Mediapark 8, KölnTurm,

hier vertreten durch Frau Dörthe Hirschmann, Bankangestellte, wohnhaft in Trier (D),

gemäß privatschriftlicher Vollmacht.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch den Erschienenen und den Notar unterzeichnet, bleibt diesem Dokument beigelegt, um mit demselben registriert zu werden.

Der Erschienene hat in Ausführung seiner Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Gesellschaft, welche hiermit gegründet wird wie folgt zu beurkunden:

**Art. 1. Name.** Es besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé, SICAV-FIS) gemäß dem Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds (das «Gesetz von 2007») unter dem Namen Frisia Return (die «Investmentgesellschaft»).

**Art. 2. Sitz der Investmentgesellschaft.** Der Gesellschaftssitz befindet sich in Strassen. Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates können Niederlassungen und Repräsentanzen an einem anderen Ort des Großherzogtums sowie im Ausland gegründet werden.

Sofern nach Ansicht des Verwaltungsrats außergewöhnliche politische oder kriegerische Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Investmentgesellschaft an ihrem Sitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Sitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Investmentgesellschaft keinen Einfluss haben. Die Investmentgesellschaft wird eine Luxemburger Gesellschaft bleiben.

**Art. 3. Dauer.** Die Investmentgesellschaft ist auf unbestimmte Zeit errichtet.

**Art. 4. Gegenstand der Investmentgesellschaft.** Ausschließlicher Zweck der Investmentgesellschaft ist die Anlage des Gesellschaftsvermögens in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten nach dem Grundsatz der Risikostreuung und mit dem Ziel, den Aktionären die Erträge aus der Verwaltung des Gesellschaftsvermögens zukommen zu lassen.

Die Investmentgesellschaft kann jegliche Maßnahmen ergreifen und Transaktionen ausführen, die sie für die Erfüllung und Ausführung dieses Gesellschaftszweckes für nützlich erachtet, und zwar im weitesten Sinne entsprechend dem Gesetz von 2007.

**Art. 5. Investmentgesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital wird durch Aktien ohne Nennwert repräsentiert und wird zu jeder Zeit dem Gesamtnettovermögen der Investmentgesellschaft gemäß nachfolgendem Artikel 12 entsprechen. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von weiteren Aktien durch die Investmentgesellschaft oder des Rückkaufs von Aktien durch die Investmentgesellschaft erhöhen oder vermindern. Das Gesellschaftskapital wird in Euro ausgedrückt und hat sich zu jedem Zeitpunkt mindestens auf eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000,- Euro) zu belaufen. Dieses Mindestgesellschaftskapital ist innerhalb von zwölf Monaten nach Genehmigung der Investmentgesellschaft als spezialisierter Investmentfonds nach Luxemburger Recht zu erreichen.

Das Gründungskapital beträgt 31.000,- Euro (einunddreissigtausend Euro) und ist in 310 (dreihundertzehn) Aktien ohne Nennwert eingeteilt.

Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, dass die Aktien der Investmentgesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die «Teilfonds») angehören, welche wiederum in unterschiedlichen Währungen notiert sein können. Der Verwaltungsrat kann außerdem bestimmen, dass innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden, wie z.B. eine spezifische Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, eine spezifische Gebührenstruktur oder andere spezifischen Merkmale wie jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Verkaufsprospekt der Investmentgesellschaft beschrieben.

Die Mittelzuflüsse aus der Ausgabe der Aktien werden gemäß den Bestimmungen des Verkaufsprospektes der Investmentgesellschaft in Wertpapieren und anderen gesetzlich zulässigen Vermögenswerten angelegt, entsprechend der durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagepolitik und unter Beachtung der gesetzlich festgelegten oder durch den Verwaltungsrat aufgestellten Anlagegrenzen.

**Art. 6. Aktien und Aktienzertifikate.** Der Verwaltungsrat entscheidet, ob Aktien der Investmentgesellschaft als Namens- und oder Inhaberaktien ausgegeben werden. Sofern Zertifikate über Inhaberaktien ausgegeben werden, werden sie in der Stückelung ausgegeben, wie dies der Verwaltungsrat bestimmt.

Für Namensaktien wird ein Aktionärsregister am Firmensitz der Investmentgesellschaft geführt. Dieses Register enthält den Namen eines jeden Aktionärs, seinen Geschäftssitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie ggf. das Datum der Übertragung jeder Aktie. Die Eintragung im Aktionärsregister wird durch eine oder mehrere vom Verwaltungsrat bestimmte Person(en) unterzeichnet und gilt als Nachweis der Berechtigung des Aktionärs an solchen Namensaktien.

Der Verwaltungsrat wird beschließen, ob Aktienzertifikate über einen solchen Eintrag ausgegeben werden oder ob der Aktionär eine Bestätigung der Eintragung im Aktionärsregister erhält.

Sofern Inhaberaktien ausgegeben werden, können Namensaktien in Inhaberaktien und Inhaberaktien in Namensaktien auf Antrag des Aktionärs umgetauscht werden. Ein Umtausch von Namensaktien in Inhaberaktien erfolgt durch die Ungültigerklärung der -gegebenenfalls über die Namensaktien ausgestellten- Zertifikate und durch Ausgabe eines oder mehrerer Inhaberaktienzertifikate, welche die ungültig erklärten Namenszertifikate ersetzen; der Vorgang wird im Aktienregister zum Nachweis dieser Ungültigerklärung eingetragen.

Der Umtausch von Inhaberaktien in Namensaktien erfolgt durch Ungültigerklärung der Aktienzertifikate über die Inhaberaktien und gegebenenfalls durch Ausgabe von Aktienzertifikaten über Namensaktien an deren Stelle; zum Nachweis dieser Ausgabe erfolgt ein Eintrag im Aktienregister. Nach Ermessen des Verwaltungsrates können die Kosten eines solchen Umtausches dem antragstellenden Aktionär belastet werden.

Sofern Aktienzertifikate ausgegeben werden, werden diese binnen eines Monats nach Zeichnung ausgestellt, vorausgesetzt, dass alle Zahlungen der gezeichneten Aktien eingegangen sind. Aktienzertifikate werden von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet. Eine der beiden Unterschriften kann durch eine Person erfolgen, die zu diesem Zweck vom Verwaltungsrat bevollmächtigt wurde.

Aktien werden ausschließlich an sachkundige Anleger im Sinne von Artikel 2 des Gesetzes von 2007 ausgegeben, d.h. an institutionelle oder professionelle Anleger oder solche Anleger, die ein schriftliches Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger abgeben und (1) mindestens 125.000,- Euro in die Investmentgesellschaft investieren oder (2) über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, eines Wertpapierunternehmens im Sinne der Richtlinie 2004/39/EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihren Sachverstand, ihre Erfahrung und Kenntnisse bestätigt, um die Anlage in die Investmentgesellschaft angemessen beurteilen zu können, vorlegen.

Eine Übertragung von Aktien bedarf der vorherigen Zustimmung der Investmentgesellschaft und ist nur möglich, wenn der Käufer ein sachkundiger Anleger im Sinne Gesetzes von 2007 ist und wenn er voll und ganz etwaige restliche Verpflichtungen gegenüber der Investmentgesellschaft übernimmt.

Falls ein Aktionär Aktien der Investmentgesellschaft nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein sachkundiger Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 sein.

Sofern sowohl Inhaberaktien als auch Namensaktien ausgegeben werden, erfolgt die Übertragung von Inhaberaktien durch Übergabe der entsprechenden Aktienzertifikate. Die Übertragung einer Namensaktie wird durch eine schriftliche Übertragungserklärung, die in das Aktionärsregister eingetragen, datiert und durch den Käufer, den Veräußerer oder

durch sonstige hierzu vertretungsberechtigte Personen unterschrieben wird, sowie durch Einreichung des Aktienzertifikates, falls ausgegeben, durchgeführt. Die Investmentgesellschaft kann auch andere Urkunden akzeptieren, die in ausreichender Weise die Übertragung belegen.

Jeder Inhaber von Namensaktien muss der Investmentgesellschaft seine Adresse zwecks Eintragung im Aktionärsregister mitteilen. Weicht diese von der Adresse seiner Administration ab, kann er zusätzlich eine Versandadresse benennen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft zugunsten von Inhabern von Namensaktien können rechtsverbindlich an die entsprechende Adresse gesandt werden. Der Aktionär kann jederzeit schriftlich bei der Investmentgesellschaft die Änderungen seiner Adresse im Register beantragen.

Sofern ein Aktionär keine Adresse angibt, kann die Investmentgesellschaft zulassen, dass ein entsprechender Vermerk in das Aktionärsregister eingetragen wird. Die Adresse des Aktionärs wird in diesem Falle solange am Sitz der Investmentgesellschaft sein, bis der Aktionär der Investmentgesellschaft eine andere Adresse mitteilt.

Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnung angenommen und die Zahlung eingegangen ist.

Die Investmentgesellschaft erkennt nur einen einzigen Aktionär pro Aktie an. Im Falle eines gemeinschaftlichen Besitzes oder eines Nießbrauchs kann die Investmentgesellschaft die Ausübung der mit dem Aktienbesitz verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem eine Person angegeben wird, die die gemeinschaftlichen Besitzer oder die Begünstigten und Nießbraucher gegenüber der Investmentgesellschaft vertritt.

Die Investmentgesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalzahl ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber zur Teilnahme an den Ausschüttungen der Investmentgesellschaft auf einer pro rata-Basis.

Im Falle von Inhaberaktien werden nur Zertifikate über ganze Aktien ausgegeben.

**Art. 7. Verlust oder Zerstörung von Aktienzertifikaten.** Kann ein Aktionär gegenüber der Investmentgesellschaft in überzeugender Form nachweisen, dass ein Aktienzertifikat über eine ihm gehörende Aktie abhanden gekommen oder zerstört worden ist, wird die Investmentgesellschaft auf seinen Antrag ein Ersatzzertifikat ausgeben. Diese Ausgabe unterliegt den von der Investmentgesellschaft aufgestellten Bedingungen, mit inbegriffen eine Entschädigung, eine Urkundenüberprüfung oder Urkundenforderung, die durch eine Bank, einen Börsenmakler oder eine andere Partei zur Zufriedenheit der Investmentgesellschaft unterschrieben sein muss. Mit der Ausgabe eines neuen Aktienzertifikates, auf dem vermerkt ist, dass es sich um ein Duplikat handelt, verliert das Originalzertifikat jede Gültigkeit.

Verstümmelte oder beschädigte Aktienzertifikate können durch die Investmentgesellschaft gegen neue Aktienzertifikate ausgetauscht werden. Die verstümmelten oder beschädigten Aktienzertifikate sind an die Investmentgesellschaft zurückzugeben und werden von derselben sofort für ungültig erklärt.

Die Investmentgesellschaft ist nach eigenem Ermessen berechtigt, vom Aktionär Ersatz in angemessener Höhe für solche Kosten zu verlangen, die durch die Ausgabe und Eintragung eines neuen Aktienzertifikates oder durch die Annullierung und Zerstörung des Originalaktienzertifikates entstanden sind.

**Art. 8. Beschränkung der Eigentumsrechte auf Aktien.** Aktien an der Investmentgesellschaft sind sachkundigen Anlegern im Sinne des Gesetzes von 2007 vorbehalten. Darüber hinaus kann die Investmentgesellschaft nach eigenem Ermessen den Besitz ihrer Aktien durch bestimmte sachkundige Anleger einschränken oder verbieten, wenn sie der Ansicht ist, dass ein solcher Besitz:

- zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft geht; oder
- einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann; oder
- bewirken kann, dass die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird; oder
- den Interessen der Investmentgesellschaft in einer anderen Art und Weise schadet.

Zu diesem Zweck kann die Investmentgesellschaft:

- a) die Ausgabe von Aktien oder deren Umschreibung im Aktionärsregister verweigern,
- b) Aktien zwangsweise zurücknehmen,
- c) bei Aktionärsversammlungen Personen, denen es nicht erlaubt ist, Aktien der Investmentgesellschaft zu besitzen, das Stimmrecht aberkennen.

**Art. 9. Ausgabe von Aktien.** Der Verwaltungsrat ist uneingeschränkt berechtigt, eine unbegrenzte Anzahl voll einbezahlter Aktien zu jeder Zeit auszugeben, ohne den bestehenden Aktionären ein Vorrecht zur Zeichnung neu auszugebender Aktien einzuräumen.

Der Verwaltungsrat kann für jeden Teilfonds die Häufigkeit der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse Einschränkungen unterwerfen; er kann insbesondere entscheiden, dass Anteile einer Aktienklasse ausschließlich während einer oder mehrerer Zeichnungsfristen oder sonstiger Fristen gemäß den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen der Investmentgesellschaft ausgegeben werden.

Der Ausgabepreis ist bei Ausgabe der Aktien gänzlich oder teilweise auf die Weise zu entrichten, wie sie der Verwaltungsrat für jeden Teilfonds bestimmt und im Verkaufsprospekt nennt und ausführlich beschreibt.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für jeden Teilfonds zusätzliche Zeichnungsbedingungen zu bestimmen, wie beispielsweise Mindestzeichnungsbeträge, die Zahlung von Ausgabeaufschlägen oder Ausgleichszinsen oder das Bestehen von Eigentumsbeschränkungen. Diese Bedingungen werden im Verkaufsprospekt genannt und ausführlich beschrieben.

Der Verwaltungsrat kann an jedem seiner Mitglieder, jedem Geschäftsführer, leitenden Angestellten oder sonstigen ordnungsgemäß ermächtigten Vertreter die Befugnis verleihen, Zeichnungsanträge anzunehmen, Zahlungen auf den Preis neu auszugebender Aktien in Empfang zu nehmen und diese Aktien auszuliefern.

Die Investmentgesellschaft kann im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts, welche insbesondere ein Bewertungsgutachten durch den Wirtschaftsprüfer der Investmentgesellschaft zwingend vorsehen, Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren ausgeben, sofern eine solche Lieferung von Wertpapieren der Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds entspricht und innerhalb der Anlagebeschränkungen der Investmentgesellschaft und der Anlagepolitik des entsprechenden Teilfonds erfolgt. Sämtliche Kosten im Zusammenhang mit der Ausgabe von Aktien gegen Lieferung von Wertpapieren sind von den betreffenden Aktionären zu tragen.

Aktien müssen voll eingezahlt werden. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die Aktien, die am Tage der Aktienausgabe in Umlauf waren.

Der Verwaltungsrat behält sich das Recht vor, jeden Zeichnungsantrag ganz oder teilweise zurückzuweisen oder jederzeit ohne vorherige Mitteilung die Ausgabe von Aktien auszusetzen.

**Art. 10. Rücknahme von Aktien.** Jeder Aktionär kann innerhalb der vom Gesetz und dieser Satzung vorgesehenen Grenzen die Rücknahme aller oder eines Teiles seiner Aktien durch die Investmentgesellschaft nach den Bestimmungen und dem Verfahren, welche vom Verwaltungsrat in den Verkaufsunterlagen für die einzelnen Teilfonds festgelegt werden, verlangen. Der Rücknahmepreis pro Aktie wird innerhalb einer vom Verwaltungsrat festzulegenden Frist ausgezahlt, welche fünf Werktagen ab dem entsprechenden Bewertungstag nicht überschreitet, im Einklang mit den Zielbestimmungen des Verwaltungsrates und vorausgesetzt, dass gegebenenfalls ausgegebene Inhaberanteile und sonstige Unterlagen zur Übertragung von Aktien bei der Investmentgesellschaft eingegangen sind, vorbehaltlich der Bestimmungen gemäß Artikel 13 dieser Satzung.

Der Rücknahmepreis entspricht dem Anteilwert der entsprechenden Aktienklasse gemäß Artikel 12 dieser Satzung, abzüglich Kosten und gegebenenfalls Provisionen entsprechend den Bestimmungen in den Verkaufsunterlagen für die Aktien. Der Rücknahmepreis kann auf die nächste Einheit der entsprechenden Währung auf- oder abgerundet werden, gemäß Bestimmung des Verwaltungsrates.

Sofern die Zahl oder der gesamte Anteilwert von Aktien, welche durch einen Aktionär in einer Aktienklasse gehalten werden, nach dem Antrag auf Rücknahme unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welche vom Verwaltungsrat als Mindestzahl bzw. -wert festgelegt wurden, kann dieser Antrag als Antrag auf Rücknahme des gesamten Aktienbesitzes des Aktionärs in dieser Aktienklasse behandelt werden.

Wenn des weiteren an einem Bewertungstag die gemäß diesem Artikel gestellten Rücknahmeanträge und die gemäß Artikel 11 dieser Satzung gestellten Umtauschanträge einen bestimmten Umfang übersteigen, wie dieser vom Verwaltungsrat festgelegt wird, kann der Verwaltungsrat beschließen, dass ein Teil oder die Gesamtheit der Rücknahme- oder Umtauschanträge für einen Zeitraum und in einer Weise ausgesetzt wird, wie dies vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung der Interessen aller Aktionäre für erforderlich gehalten wird. Nicht ausgeführte Rücknahmeanträge werden in diesen Fällen am nächstfolgenden Bewertungstag vorrangig berücksichtigt.

Sofern der Verwaltungsrat dies entsprechend beschließt, soll die Investmentgesellschaft berechtigt sein, den Rücknahmepreis an jeden Aktionär, der dem zustimmt, unbar auszuzahlen, indem dem Aktionär aus dem Portfolio der Vermögenswerte, welche der/den entsprechenden Aktienklasse(n) zuzuordnen sind, Vermögensanlagen zu dem jeweiligen Wert (entsprechend der Bestimmungen gemäß Artikel 12) an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem der Rücknahmepreis berechnet wird, entsprechend dem Wert der zurückzunehmenden Aktien zugeteilt werden. Natur und Art der zu übertragenden Vermögenswerte werden in einem solchen Fall auf einer angemessenen und sachlichen Grundlage und ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Aktionäre der entsprechenden Aktienklasse(n) bestimmt und die angewandte Bewertung wird durch einen gesonderten Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt. Die Kosten einer solchen Übertragung trägt der Zessionar.

Der Verwaltungsrat kann eine zwangsweise Rücknahme der Aktien eines Aktionärs beschließen, wenn er der Ansicht ist, dass (i) der Besitz von Aktien des betroffenen Aktionärs zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds geht oder (ii) einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich ziehen kann (insbesondere, wenn es sich bei dem betroffenen Aktionär nicht oder nicht mehr um einen Anleger im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes von 2007 handelt) oder (iii) bewirken kann, dass die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird oder (iv) den Interessen der Investmentgesellschaft bzw. eines Teilfonds in einer anderen Art und Weise schadet.

Des weiteren kann der Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile der Investmentgesellschaft in Bezug auf einen oder mehrer Teilfonds zurückzukaufen, um auf die Weise den Erlös aus dem Verkauf von Vermögenswerten des betroffenen Teilfonds an die Aktionäre auszuzahlen. Die Entscheidung zum Rückkauf ist verbindlich für alle Aktionäre und gilt verhältnismäßig (pro rata) zu ihrem Anteil am Kapital der Investmentgesellschaft.

Der Rücknahmepreis entspricht in diesen Fällen dem Anteilwert am Tag der Rücknahme.

Die von der Investmentgesellschaft zurückgekauften Aktien des Kapitals werden in den Büchern der Investmentgesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird in Luxemburg spätestens zwanzig Bankarbeitstage nach dem letzten Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt.

**Art. 11. Umtausch von Aktien.** Sofern durch den Verwaltungsrat im Verkaufsprospekt nicht anderweitig festgelegt ist jeder Aktionär berechtigt, den Umtausch aller oder eines Teils seiner Aktien in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds zu verlangen. Der Verwaltungsrat kann, unter anderem im Hinblick auf die Häufigkeit, Fristen und Bedingungen des Umtauschs Beschränkungen festlegen und er kann den Umtausch nach seinem Ermessen von der Zahlung von Kosten und Provisionen abhängig machen.

Der Preis für den Umtausch von Aktien einer Aktienklasse in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds oder in Aktien eines anderen Teilfonds bzw. einer Aktienklasse eines anderen Teilfonds wird auf der Grundlage des jeweiligen Anteilwertes der beiden Aktienklassen bzw. der Aktienklasse und des anderen Teilfonds an demselben Bewertungstag beziehungsweise zu demselben Bewertungszeitpunkt an einem Bewertungstag berechnet.

Sofern die Zahl der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien oder der gesamte Anteilwert der von einem Aktionär in einer Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien aufgrund eines Umtauscharranges unter eine Zahl oder einen Wert fallen würde, welcher vom Verwaltungsrat festgelegt wurde, kann die Investmentgesellschaft entscheiden, dass dieser Antrag als Antrag auf Umtausch der gesamten von einem Aktionär in einer solchen Aktienklasse oder Teilfonds gehaltenen Aktien behandelt wird.

Aktien, welche in Aktien an einer anderen Aktienklasse oder eines anderen Teilfonds bzw. Aktienklasse eines anderen Teilfonds umgetauscht wurden, werden entwertet.

**Art. 12. Anteilwert.** Der Anteilwert pro Aktie jeder Aktienklasse wird in der jeweiligen Teilfondswährung - wie im Verkaufsprospekt festgesetzt - in dem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Verkaufsprospekt aufgeführten Rhythmus, mindestens jedoch einmal pro Monat («Bewertungstag») berechnet und in der Regel in der Währung der einzelnen Aktienklassen ausgedrückt.

Er wird durch Division der Nettovermögenswerte der Investmentgesellschaft, das heißt der einer solchen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögenswerte abzüglich der dieser Aktienklasse zuzuordnenden Verbindlichkeiten, durch die Zahl der an diesem Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der entsprechenden Aktienklasse gemäß den nachfolgend beschriebenen Bewertungsregeln berechnet. Der Anteilwert kann auf die nächste gängige Untereinheit der jeweiligen Währung entsprechend der Bestimmung durch den Verwaltungsrat auf- oder abgerundet werden. Sofern seit Bestimmung des Anteilwertes wesentliche Veränderungen in der Kursbestimmung auf den Märkten erfolgten, auf denen ein wesentlicher Anteil der jeweiligen Aktienklasse zuzuordnenden Vermögensanlagen gehandelt oder notiert wird, kann der Verwaltungsrat im Interesse der Aktionäre und der Investmentgesellschaft die erste Bewertung annullieren und eine weitere Bewertung vornehmen.

Die Bewertung des Anteilwertes der verschiedenen Aktienklassen wird wie folgt vorgenommen:

I. Die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft beinhalten:

- (1) Die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Zielfondsaktien.
- (2) Alle Kassenbestände und Bankguthaben einschließlich hierauf angefallener Zinsen;
- (3) alle fälligen Wechselforderungen und verbrieften Forderungen sowie ausstehende Beträge, (einschließlich des Entgelts für verkaufte, aber noch nicht gelieferte, Wertpapiere);
- (4) alle Aktien und andere, Aktien gleichwertige Wertpapiere; alle verzinslichen Wertpapiere, Einlagenzertifikate, Schuldverschreibungen, Zeichnungsrechte, Wandelanleihen, Optionen und andere Wertpapiere, Finanzinstrumente und ähnliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Investmentgesellschaft stehen oder für sie gehandelt werden (wobei die Investmentgesellschaft im Einklang mit den nachstehend unter (a) beschriebenen Verfahren Anpassungen vornehmen kann, um Marktwertschwankungen der Wertpapiere durch den Handel Ex-Dividende, Ex-Recht oder durch ähnliche Praktiken gerecht zu werden);
- (5) Bar- und sonstige Dividenden und Ausschüttungen, welche von der Investmentgesellschaft eingefordert werden können, vorausgesetzt, dass die Investmentgesellschaft hiervon in ausreichender Weise in Kenntnis gesetzt wurde;
- (6) angefallene Zinsen auf verzinsliche Vermögenswerte, welche im Eigentum der Investmentgesellschaft stehen, soweit diese nicht im Hauptbetrag des entsprechenden Vermögenswertes einbezogen sind oder von dem Hauptbetrag widerspiegelt werden;
- (7) nicht abgeschriebene Gründungskosten der Investmentgesellschaft, einschließlich der Kosten für die Ausgabe und Auslieferung von Aktien an der Investmentgesellschaft;
- (8) die sonstigen Vermögenswerte jeder Art und Herkunft einschließlich vorausbezahlter Auslagen.

Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

- (a) Die im jeweiligen Teilfonds enthaltenen offenen Zielfondsaktien werden zum letzten festgestellten und erhältlichen Rücknahmepreis bewertet.
- (b) Der Wert von Kassenbeständen oder Bankguthaben, Einlagenzertifikaten und ausstehenden Forderungen, vorausbezahlten Auslagen, Bardividenden und erklärten oder aufgelaufenen und noch nicht erhaltenen Zinsen entspricht dem

jeweiligen vollen Betrag, es sei denn, dass dieser wahrscheinlich nicht voll bezahlt oder erhalten werden kann, in welchem Falle der Wert unter Einschluss eines angemessenen Abschlages ermittelt wird, um den tatsächlichen Wert zu erhalten.

(c) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einer Börse notiert oder gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Kurses an der Börse, welche normalerweise der Hauptmarkt dieses Wertpapiers ist, ermittelt. Wenn ein Wertpapier oder sonstiger Vermögenswert an mehreren Börsen notiert ist, ist der letzte Verkaufskurs an jener Börse bzw. an jenem geregelten Markt maßgebend, welcher der Hauptmarkt für diesen Vermögenswert ist;

(d) Der Wert von Vermögenswerten, welche an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, wird auf der Grundlage des letzten verfügbaren Preises ermittelt.

(e) Sofern ein Vermögenswert nicht an einer Börse oder auf einem anderen geregelten Markt notiert oder gehandelt wird oder sofern für Vermögenswerte, welche an einer Börse oder auf einem anderen Markt wie vorerwähnt notiert oder gehandelt werden, die Kurse entsprechend den Regelungen in (c) oder (d) den tatsächlichen Marktwert der entsprechenden Vermögenswerte nicht angemessen widerspiegeln, wird der Wert solcher Vermögenswerte auf der Grundlage des vernünftigerweise vorhersehbaren Verkaufspreises nach einer vorsichtigen Einschätzung ermittelt.

(f) Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, die nicht an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, entspricht dem jeweiligen Nettoliquidationswert, wie er gemäß den Richtlinien des Verwaltungsrates auf einer konsistent für alle verschiedenen Arten von Verträgen angewandten Grundlage festgestellt wird. Der Liquidationswert von Futures, Forwards oder Optionen, welche an Börsen oder anderen organisierten Märkten gehandelt werden, wird auf der Grundlage der letzten verfügbaren Abwicklungspreise solcher Verträge an den Börsen oder organisierten Märkten, auf welchen diese Futures, Forwards oder Optionen von der Investmentgesellschaft gehandelt werden, berechnet; sofern ein Future, ein Forward oder eine Option an einem Tag, für welchen der Anteilwert bestimmt wird, nicht liquidiert werden kann, wird die Bewertungsgrundlage für einen solchen Vertrag vom Verwaltungsrat in angemessener und vernünftiger Weise bestimmt. Swaps werden zu ihrem Marktwert bewertet.

(g) Der Wert von Geldmarktinstrumenten, die nicht an einer Börse notiert oder auf einem anderen geregelten Markt gehandelt werden und eine Restlaufzeit von weniger als 12 Monaten und mehr als 90 Tagen aufweisen, entspricht dem jeweiligen Nennwert zuzüglich hierauf aufgelaufener Zinsen. Geldmarktinstrumente mit einer Restlaufzeit von höchstens 90 Tagen werden auf der Grundlage der Amortisierungskosten, wodurch dem ungefähren Marktwert entsprochen wird, ermittelt.

(h) Sämtliche sonstigen Wertpapiere oder sonstigen Vermögenswerte werden zu ihrem angemessenen Marktwert bewertet, wie dieser nach Treu und Glauben und entsprechend dem vom Verwaltungsrat auszustellenden Verfahren zu bestimmen ist.

Der Wert aller Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, welche nicht in der Währung des jeweiligen Teilfonds ausgedrückt ist, wird in diese Währung zu den zuletzt bei der Depotbank verfügbaren Devisenkursen umgerechnet. Wenn solche Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs nach Treu und Glauben und nach dem vom Verwaltungsrat aufgestellten Verfahren bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann nach eigenem Ermessen andere Bewertungsmethoden zulassen, wenn er dieses im Interesse einer angemessenen Bewertung eines Vermögenswertes der Investmentgesellschaft für angebracht hält.

## II. Die Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft beinhalten:

- (1) alle Kredite, Wechselverbindlichkeiten und fälligen Forderungen;
- (2) alle angefallenen Zinsen auf Kredite der Investmentgesellschaft (einschließlich Bereitstellungskosten für Kredite);
- (3) alle angefallenen oder zahlbaren Kosten (einschließlich, ohne hierauf beschränkt zu sein, Verwaltungskosten, Managementkosten, Gründungskosten, Depotbankgebühren und Kosten für Vertreter der Investmentgesellschaft);
- (4) alle bekannten, gegenwärtigen und zukünftigen Verbindlichkeiten (einschließlich fälliger vertraglicher Verbindlichkeiten auf Geldzahlungen oder Güterübertragungen, einschließlich weiterhin des Betrages nicht bezahlter, aber erklärter Ausschüttungen der Investmentgesellschaft);
- (5) angemessene Rückstellungen für zukünftige Steuerzahlungen auf der Grundlage von Kapital und Einkünften am Bewertungstag entsprechend der Bestimmung durch die Investmentgesellschaft sowie sonstige eventuelle Rückstellungen, welche vom Verwaltungsrat genehmigt und gebilligt werden, sowie sonstige eventuelle Beträge, welche der Verwaltungsrat im Zusammenhang mit drohenden Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft für angemessen hält;
- (6) sämtliche sonstigen Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft, gleich welcher Art und Herkunft, welche unter Berücksichtigung allgemein anerkannter Grundsätze der Buchführung dargestellt werden. Bei der Bestimmung des Betrages solcher Verbindlichkeiten wird die Investmentgesellschaft sämtliche von der Investmentgesellschaft zu zahlenden Kosten berücksichtigen, einschließlich Gründungskosten, Gebühren an Fondsmanager und Anlageberater, Gebühren für die Buchführung, Gebühren an die Depotbank und ihre Korrespondenzbanken sowie an die Zentralverwaltungs- und Domizilierungsstelle, Register- und Transferstelle, Gebühren an die zuständige Stelle für die Börsennotiz, Gebühren an Zahl- oder Vertriebsstellen sowie sonstige ständige Vertreter im Zusammenhang mit der Registrierung der Investmentgesellschaft, Gebühren für sämtliche sonstigen von der Investmentgesellschaft beauftragten Vertreter, Vergütungen für die Verwaltungsratsmitglieder sowie deren angemessene Spesen, Versicherungsprämien, Reisekosten im Zusammenhang mit den Verwaltungsratssitzungen, Gebühren und Kosten für Rechtsberatung und Wirtschaftsprüfung, Gebühren im Zusammenhang mit der Registrierung und der Aufrechterhaltung dieser Registrierung der Investmentgesellschaft bei

Regierungsstellen oder Börsen innerhalb oder außerhalb des Großherzogtums Luxemburg, Berichtskosten, Veröffentlichungskosten, einschließlich der Kosten für die Vorbereitung, den Druck, die Ankündigung und die Verteilung von Verkaufsprospekten, Werbeschriften, periodischen Berichten oder Aussagen im Zusammenhang mit der Registrierung, die Kosten sämtlicher Berichte an die Aktionäre, Steuern, Gebühren, öffentliche oder ähnliche Lasten, sämtliche sonstigen Kosten im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit, einschließlich der Kosten für den Kauf und Verkauf von Vermögenswerten, Zinsen, Bank- und Brokergebühren, Kosten für Post, Telefon und Telex. Die Investmentgesellschaft kann Verwaltungs- und andere Ausgaben regelmäßiger oder wiederkehrender Natur auf Schätzbasis periodengerecht jährlich oder für andere Zeitabschnitte berechnen.

III. Die Vermögenswerte sollen wie folgt zugeordnet werden:

Innerhalb eines Teilfonds können eine oder mehrere Aktienklassen eingerichtet werden:

a) Sofern mehrere Aktienklassen an einem Teilfonds ausgegeben sind, werden die diesen Aktienklassen zuzuordnenden Vermögenswerte gemeinsam entsprechend der spezifischen Anlagepolitik des jeweiligen Teilfonds angelegt, wobei der Verwaltungsrat innerhalb eines Teilfonds Aktienklassen definieren kann, um (i) einer bestimmten Ausschüttungspolitik, die nach Berechtigung oder Nichtberechtigung zur Ausschüttung unterscheidet und/oder (ii) einer bestimmten Gestaltung von Verkaufs- und Rücknahmeprovision und/oder (iii) einer bestimmten Gebührenstruktur im Hinblick auf die Verwaltung oder Anlageberatung und/oder (iv) einer bestimmten Zuordnung von Dienstleistungsgebühren für die Ausschüttung, Dienstleistungen für Aktionäre oder sonstiger Gebühren und/oder (v) unterschiedlichen Währungen oder Währungseinheiten, auf welche die jeweilige Aktienklasse lauten soll und welche unter Bezugnahme auf den Wechselkurs im Verhältnis zur Fondswährung des jeweiligen Teilfonds gerechnet werden, und/oder (vi) der Verwendung unterschiedlicher Sicherungstechniken, um Vermögenswerte und Erträge, welche auf die Währung der jeweiligen Aktienklasse lauten, gegen langfristige Schwankungen gegenüber der Fondswährung des jeweiligen Teilfonds abzusichern und/oder (vii) sonstigen Charakteristika, wie sie von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen festgelegt werden, zu entsprechen;

b) Die Erträge aus der Ausgabe von Aktien einer Aktienklasse werden in den Büchern der Investmentgesellschaft der Aktienklasse beziehungsweise den Aktienklassen zugeordnet, welche an dem jeweiligen Teilfonds ausgegeben sind und der betreffende Betrag soll den Anteil der Netto-Vermögenswerte des betreffenden Teilfonds, welche der auszugebenden Aktienklasse zuzuordnen sind, erhöhen;

c) Vermögenswerte, Verbindlichkeiten, Erträge und Aufwendungen, welche einem Teilfonds zuzuordnen sind, werden der (den) an diesem Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n), vorbehaltlich vorstehend a) zugeordnet;

d) Sofern ein Vermögenswert von einem anderen Vermögenswert abgeleitet ist, wird dieser abgeleitete Vermögenswert in den Büchern der Investmentgesellschaft derselben Aktienklasse beziehungsweise denselben Aktienklassen zugeordnet, wie der Vermögenswert, von welchem die Ableitung erfolgte und bei jeder Neubewertung eines Vermögenswertes wird der Wertzuwachs beziehungsweise die Wertverminderung der oder den entsprechenden Aktienklasse (n) in Anrechnung gebracht;

e) Sofern ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft nicht einer bestimmten Aktienklasse zugeordnet werden kann, so wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit allen Aktienklassen pro rata im Verhältnis zu ihrem jeweiligen Anteilwert oder in einer anderen Art und Weise, wie sie der Verwaltungsrat nach Treu und Glauben festlegt, zugeordnet, wobei (i) dann, wenn Vermögenswerte für Rechnung mehrerer Teilfonds in einem Konto gehalten oder als separater Pool von Vermögenswerten durch einen hierzu beauftragten Vertreter des Verwaltungsrates gemeinschaftlich verwaltet werden, die entsprechende Berechtigung jeder Aktienklasse anteilig ihrer Einlage in dem betreffenden Konto oder Pool entsprechen wird und (ii) diese Berechtigung sich, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Investmentgesellschaft beschrieben, entsprechend den für Rechnung der Aktien erfolgenden Einlagen und Rücknahmen verändern wird sowie schließlich (iii) die Verbindlichkeiten zwischen den Aktienklassen anteilig im Verhältnis zu ihrer jeweiligen Berechtigung an dem Konto oder Pool aufgeteilt werden;

f) nach Zahlung von Ausschüttungen an die Aktionäre einer Aktienklasse wird der Anteilwert dieser Aktienklasse um den Betrag der Ausschüttungen vermindert.

Sämtliche Bewertungsregeln und -beschlüsse sind im Einklang mit allgemein anerkannten Regeln der Buchführung zu treffen und ausulegen.

Vorbehaltlich Böswilligkeit, grober Fahrlässigkeit oder offenkundigen Irrtums ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Anteilwertes, welcher vom Verwaltungsrat oder von einer Bank, Investmentgesellschaft oder sonstigen Stelle, die der Verwaltungsrat mit der Berechnung des Anteilwertes beauftragt getroffen wird, endgültig und für die Investmentgesellschaft, gegenwärtige, ehemalige und zukünftige Aktionäre bindend.

IV. Im Zusammenhang mit den Regeln dieses Artikels gelten die folgenden Bestimmungen:

1. Zur Rücknahme ausstehende Aktien der Investmentgesellschaft gemäß Artikel 10 dieser Satzung werden als bestehende Aktien behandelt und bis unmittelbar nach dem Zeitpunkt, welcher von dem Verwaltungsrat an dem entsprechenden Bewertungstag, an welchem die jeweilige Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, berücksichtigt. Von diesem Zeitpunkt an bis zur Zahlung des Rücknahmepreises durch die Investmentgesellschaft besteht eine entsprechende Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft;

2. Auszugebende Aktien werden ab dem Zeitpunkt, welcher vom Verwaltungsrat an dem jeweiligen Bewertungstag, an welchem die Bewertung vorgenommen wird, festgelegt wird, als ausgegebene Aktien behandelt. Von diesem Zeitpunkt

an bis zum Erhalt des Ausgabepreises durch die Investmentgesellschaft besteht eine Forderung zu Gunsten der Investmentgesellschaft;

3. alle Vermögensanlagen, Kassenbestände und sonstigen Vermögenswerte, welche in anderen Währungen als der Währung der jeweiligen Teilfonds ausgedrückt sind, werden zu den am Tag und zu dem Zeitpunkt der Anteilwertberechnung geltenden Devisenkursen bewertet;

4. sofern an einem Bewertungstag die Investmentgesellschaft sich verpflichtet hat

- einen Vermögenswert zu erwerben, so wird der zu bezahlende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft ausgewiesen und der zu erwerbende Vermögenswert wird in der Bilanz der Investmentgesellschaft als Vermögenswert der Investmentgesellschaft verzeichnet;

- einen Vermögenswert zu veräußern, so wird der zu erhaltende Gegenwert für diesen Vermögenswert als Forderung der Investmentgesellschaft ausgewiesen und der zu veräußernde Vermögenswert wird nicht in den Vermögenswerten der Investmentgesellschaft aufgeführt;

wobei dann, wenn der genaue Wert oder die Art des Gegenwertes oder Vermögenswertes an dem entsprechenden Bewertungstag nicht bekannt ist, dieser Wert von der Investmentgesellschaft geschätzt wird.

**Art. 13. Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes.** Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Anteilwertes der Aktien eines Teilfonds in folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn aufgrund von Ereignissen, die nicht in die Verantwortlichkeit oder den Einflussbereich der Investmentgesellschaft fallen, eine normale Verfügung über das Nettovermögen eines Teilfonds unmöglich wird, ohne die Interessen der Aktionäre schwerwiegend zu beeinträchtigen;

- wenn durch eine Unterbrechung der Nachrichtenverbindung oder aus irgendeinem Grund der Wert eines beträchtlichen Teils des Nettovermögens eines Teilfonds nicht bestimmt werden kann;

- wenn Einschränkungen des Devisen- oder Kapitalverkehrs die Abwicklung der Geschäfte für Rechnung eines Teilfonds verhindern;

- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Investmentgesellschaft zu liquidieren.

Die Aussetzung der Berechnung der Anteilwerte wird den Aktionären per Post oder E-Mail an die im Aktionärsregister eingetragenen Adressen mitgeteilt.

**Art. 14. Verwaltungsrat.** Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei Mitgliedern besteht, welche nicht Aktionär an der Investmentgesellschaft sein müssen. Die Verwaltungsratsmitglieder werden für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt. Der Verwaltungsrat wird von den Aktionären im Rahmen der Generalversammlung gewählt; die Generalversammlung beschließt außerdem die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Vergütung und die Dauer ihrer Amtszeit.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Mehrheit der anwesenden und vertretenen Aktien gewählt.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann jederzeit und ohne Angabe von Gründen durch einen Beschluss der Generalversammlung abberufen oder ersetzt werden.

Bei Ausfall eines amtierenden Verwaltungsratsmitgliedes werden die verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates die fehlende Stelle zeitweilig ausfüllen; die Aktionäre werden bei der nächsten Generalversammlung eine endgültige Entscheidung über die Ernennung treffen.

**Art. 15. Befugnisse des Verwaltungsrates.** Der Verwaltungsrat verfügt über die umfassende Befugnis, alle Verfügungs- und Verwaltungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der Anlagepolitik gemäß Artikel 20 dieser Satzung vorzunehmen.

Sämtliche Befugnisse, welche nicht ausdrücklich gesetzlich oder durch diese Satzung der Generalversammlung vorbehalten sind, können durch den Verwaltungsrat getroffen werden.

**Art. 16. Übertragung von Befugnissen.** Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse im Zusammenhang mit der täglichen Geschäftsführung der Investmentgesellschaft (einschließlich der Berechtigung, als Zeichnungsberechtigter für die Investmentgesellschaft zu handeln) und seine Befugnisse zur Ausführung von Handlungen im Rahmen der Geschäftspolitik und des Gesellschaftszweckes an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, wobei diese Personen nicht Mitglieder des Verwaltungsrates sein müssen und die Befugnisse haben, welche vom Verwaltungsrat bestimmt werden und diese Befugnisse, vorbehaltlich der Genehmigung des Verwaltungsrates, weiter delegieren können.

Die Investmentgesellschaft kann, wie im Einzelnen in den Verkaufsunterlagen zu den Aktien an der Investmentgesellschaft beschrieben, einen Anlageberatungsvertrag mit einer oder mehreren Gesellschaft(en) («Anlageberater») abschließen, welche im Hinblick auf die Anlagepolitik der Investmentgesellschaft Empfehlungen geben und diese beraten soll(en). Der Verwaltungsrat kann Investmentbeiräte für jeden einzelnen Teilfonds berufen und deren Vergütung festsetzen. Diese Beiräte sollen aus fachkundigen Personen mit entsprechender Erfahrung bestehen. Die Beiräte haben lediglich eine beratende Funktion und treffen keinerlei Anlageentscheidungen. Der Verwaltungsrat kann auch Einzelvollmachten durch notarielle oder privatschriftliche Urkunden übertragen.

**Art. 17. Verwaltungsratssitzung.** Der Verwaltungsrat wird aus seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden bestimmen. Er kann einen Sekretär bestimmen, der nicht Mitglied des Verwaltungsrates sein muss und der die Protokolle der Verwal-



tungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt und verwahrt. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder an dem in der Einladung angegebenen Ort zusammen.

Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Aktionäre oder die Mitglieder des Verwaltungsrates ein anderes Mitglied des Verwaltungsrates oder im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Die Mitglieder des Verwaltungsrates werden zu jeder Verwaltungsratssitzung wenigstens acht Tage vor dem entsprechenden Datum schriftlich eingeladen, außer in Notfällen, in welchen Fällen die Art des Notfalls in der Einladung vermerkt wird. Auf diese Einladung kann übereinstimmend schriftlich, durch Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel verzichtet werden. Eine Einladung ist nicht notwendig für Sitzungen, welche zu Zeitpunkten und an Orten abgehalten werden, die zuvor in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt worden waren.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung mit schriftlich, per Telegramm, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel erteilter Vollmacht durch ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder eine andere Person vertreten lassen. Ein einziges Verwaltungsratsmitglied kann mehrere seiner Kollegen vertreten.

Jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann an einer Verwaltungsratssitzung im Wege einer telephonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können, teilnehmen und diese Teilnahme steht einer persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung gleich.

Der Verwaltungsrat kann nur auf ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen handeln. Sofern sämtliche Verwaltungsratsmitglieder anwesend oder vertreten sind und sich damit einverstanden erklären, kann auf die ordnungsgemäße Einberufung verzichtet werden.

Die Verwaltungsratsmitglieder können die Investmentgesellschaft nicht durch Einzelunterschriften verpflichten, außer im Falle einer ausdrücklichen entsprechenden Ermächtigung durch einen Verwaltungsratsbeschluss.

Der Verwaltungsrat kann nur dann gültige Beschlüsse fassen oder Handlungen vornehmen, wenn wenigstens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten sind.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung unterzeichnet. Auszüge aus diesen Protokollen, welche zu Beweiszwecken in gerichtlichen oder sonstigen Verfahren erstellt werden, sind vom Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig zu unterzeichnen.

Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmgleichheit fällt dem Vorsitzenden der Verwaltungsratssitzung das entscheidende Stimmrecht zu.

Schriftliche Beschlüsse im Umlaufverfahren, welche von allen Mitgliedern des Verwaltungsrates gebilligt und unterzeichnet sind, stehen Beschlüssen auf Verwaltungsratssitzungen gleich; jedes Mitglied des Verwaltungsrates kann solche Beschlüsse schriftlich, durch Telegramm, Telex, Telefax oder ähnliche Kommunikationsmittel billigen. Diese Billigung wird schriftlich zu bestätigen sein und die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll zum Nachweis der Beschlussfassung.

**Art. 18. Zeichnungsbefugnis.** Gegenüber Dritten wird die Investmentgesellschaft rechtsgültig durch die gemeinschaftliche Unterschrift zweier Mitglieder des Verwaltungsrates oder durch die gemeinschaftliche oder einzelne Unterschrift von Personen, welche hierzu vom Verwaltungsrat ermächtigt wurden, verpflichtet.

**Art. 19. Vergütung des Verwaltungsrates.** Die Vergütungen für Verwaltungsratsmitglieder werden von der Gesellschafterversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsverfolgungsmaßnahmen, es sei denn, solche seien veranlasst durch vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds.

**Art. 20. Anlagepolitik.** Die Vermögenswerte der Investmentgesellschaft werden nach dem Grundsatz der Risikostreuung in Wertpapieren und anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt, unter Berücksichtigung der Anlageziele und Anlagegrenzen der Investmentgesellschaft, wie sie in dem von der Investmentgesellschaft herausgegebenen Verkaufsprospekt für die jeweiligen Teilfonds beschrieben werden, sowie unter Einhaltung der Bestimmungen des Gesetzes von 2007. Die betreffenden Beteiligungen können entweder direkt oder über Tochtergesellschaften gehalten werden.

**Art. 21. Generalversammlung.** Die Generalversammlung repräsentiert die Gesamtheit der Aktionäre der Investmentgesellschaft. Ihre Beschlüsse binden alle Aktionäre. Sie hat die umfassende Befugnis, Handlungen im Zusammenhang mit der Geschäftstätigkeit der Investmentgesellschaft anzuordnen, auszuführen oder zu genehmigen.

Die Generalversammlung tritt auf Einladung des Verwaltungsrates zusammen.

Sie kann auch auf Antrag von Aktionären, welche wenigstens ein Zehntel des Gesellschaftsvermögens repräsentieren, zusammentreten.

Die jährliche Generalversammlung wird im Einklang mit den Bestimmungen des Luxemburger Rechts in Luxemburg-Stadt an einem in der Einladung angegebenen Ort am zweiten Mittwoch des Monats März um 11.00 Uhr abgehalten. Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag in Luxemburg, wird die jährliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Andere Generalversammlungen können an solchen Orten und zu solchen Zeiten abgehalten werden, wie dies in der entsprechenden Einladung angegeben wird.

Die Aktionäre treten auf Einladung des Verwaltungsrates, welche die Tagesordnung enthält und wenigstens acht Tage vor der Generalversammlung an jeden Inhaber von Namensaktien an dessen im Aktionärsregister eingetragene Adresse versandt werden muss, zusammen. Die Mitteilung an die Inhaber von Namensaktien muss auf der Versammlung nicht nachgewiesen werden. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Wenn sämtliche Aktien als Namensaktien ausgegeben werden und wenn keine Veröffentlichungen erfolgen, kann die Einladung an die Aktionäre ausschließlich per Einschreiben erfolgen.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Der Verwaltungsrat kann sämtliche sonstigen Bedingungen festlegen, welche von den Aktionären zur Teilnahme an einer Generalversammlung erfüllt werden müssen.

Auf der Generalversammlung werden lediglich solche Vorgänge behandelt, welche in der Tagesordnung enthalten sind (die Tagesordnung wird sämtliche gesetzlich erforderlichen Vorgänge enthalten).

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen durch das Gesetz oder diese Satzung werden die Beschlüsse auf der Generalversammlung durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 22. Generalversammlungen der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse.** Die Aktionäre der Aktienklassen im Zusammenhang mit einem Teilfonds können zu jeder Zeit Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds betreffen.

Darüber hinaus, können die Aktionäre einer Aktienklasse, zu jeder Zeit Generalversammlungen im Hinblick auf alle Fragen, welche diese Aktienklasse betreffen, abhalten.

Die relevanten Bestimmungen in Artikel 21 sind auf solche Generalversammlungen analog anwendbar.

Jede stimmberechtigte Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung der Aktionäre in einem Teilfonds oder einer Aktienklasse durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied der Investmentgesellschaft sein kann, vertreten lassen.

Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen im Gesetz oder in dieser Satzung werden Beschlüsse der Generalversammlung eines Teilfonds oder einer Aktienklasse mit einfacher Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

**Art. 23. Depotbank.** In dem gesetzlich erforderlichen Umfang wird die Investmentgesellschaft einen Depotbankvertrag mit einer Bank im Sinne des Gesetzes vom 5. April 1993 über den Finanzsektor («Depotbank») abschließen.

Die Depotbank wird die Pflichten erfüllen und die Verantwortung übernehmen, wie dies gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen vorgesehen ist.

Sowohl die Depotbank als auch die Investmentgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit im Einklang mit dem Depotbankvertrag zu kündigen. In diesem Fall wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um innerhalb von zwei Monaten mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde eine andere Bank zur Depotbank zu bestellen. Bis zur Bestellung einer neuen Depotbank wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Aktionäre ihren Pflichten als Depotbank vollumfänglich nachkommen.

**Art. 24. Wirtschaftsprüfer.** Die Rechnungsdaten im Jahresbericht der Investmentgesellschaft werden durch einen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprise agréé) geprüft, welcher von der Generalversammlung ernannt und von der Investmentgesellschaft bezahlt wird.

Der Wirtschaftsprüfer erfüllt sämtliche Pflichten im Sinne der anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen.

**Art. 25. Geschäftsjahr.** Das Rechnungsjahr der Investmentgesellschaft beginnt am 1. Oktober jeden Jahres und endet am 30. September des folgenden Jahres. Das erste Geschäftsjahr endet am 30. September 2008.

Der Jahresabschluss der Investmentgesellschaft wird in der dem Gesellschaftskapital entsprechenden Währung, d.h. in Euro, aufgestellt.

**Art. 26. Ausschüttungen.** Die Generalversammlung einer Aktienklasse im Zusammenhang mit einem Teilfonds wird auf Vorschlag des Verwaltungsrates und innerhalb der gesetzlichen Grenzen darüber entscheiden, wie der Ertrag aus diesem Teilfonds zu verwenden ist, sie kann zu gegebener Zeit Ausschüttungen erklären oder den Verwaltungsrat hierzu ermächtigen.

Auf jede ausschüttungsberechtigte Aktienklasse kann der Verwaltungsrat Zwischenausschüttungen im Einklang mit den gesetzlichen Bestimmungen beschließen.

Die Zahlung von Ausschüttungen auf die Inhaber von Namensaktien erfolgt an deren im Aktionärsregister vermerkte Adressen.

Ausschüttungen können in einer Währung, zu einem Zeitpunkt und an einem Ort ausbezahlt werden, wie dies der Verwaltungsrat zu gegebener Zeit bestimmt.

Der Verwaltungsrat kann unbare Ausschüttungen an der Stelle von Barausschüttungen innerhalb der Voraussetzungen und Bedingungen, wie sie vom Verwaltungsrat festgelegt werden, beschließen.

Jegliche Ausschüttung, welche nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Erklärung eingefordert wird, verfällt zu Gunsten der an dem jeweiligen Teilfonds ausgegebenen Aktienklasse(n).

Auf Ausschüttungen, welche von der Investmentgesellschaft erklärt und für die Berechtigten zur Verfügung gehalten werden, erfolgen keine Zinszahlungen.

**Art. 27. Auflösung der Investmentgesellschaft.** Die Investmentgesellschaft kann zu jeder Zeit durch Beschluss der Generalversammlung und vorbehaltlich des für Satzungsänderungen erforderlichen Quorums und der Mehrheitserfordernisse gemäß Artikel 30 dieser Satzung aufgelöst werden.

Sofern das Gesellschaftsvermögen unter zwei Drittel des Mindestgesellschaftsvermögens gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt, wird die Frage der Auflösung durch den Verwaltungsrat der Generalversammlung vorgelegt. Die Generalversammlung entscheidet ohne Anwesenheitsquorum mit der einfachen Mehrheit der auf dieser Versammlung vertretenen Aktien.

Die Frage der Auflösung der Investmentgesellschaft wird der Generalversammlung durch den Verwaltungsrat auch dann vorgelegt, sofern das Gesellschaftsvermögen unter ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gemäß Artikel 5 dieser Satzung fällt. In diesem Falle wird die Generalversammlung ohne Anwesenheitsquorum beschließen und die Auflösung kann durch die Aktionäre entschieden werden, welche ein Viertel der auf der Generalversammlung vertretenen stimmberechtigten Aktien halten.

Die Versammlung muss so rechtzeitig einberufen werden, dass sie innerhalb von vierzig Tagen nach Feststellung der Tatsache, dass das Gesellschaftskapital unterhalb zwei Drittel bzw. ein Viertel des Mindestgesellschaftskapitals gefallen ist, abgehalten werden kann.

**Art. 28. Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds.** Der Verwaltungsrat kann beschließen, einen oder mehrere Teilfonds oder Aktienklassen zusammenzulegen, oder einen oder mehrere Teilfonds oder Aktienklassen aufzulösen, indem die betroffenen Aktien entwertet werden und den betroffenen Aktionäre der Anteilwert der Aktien dieses oder dieser Teilfonds oder Aktienklassen zurückerstattet wird. Der Verwaltungsrat kann ebenfalls beschließen, einen oder mehrere Teilfonds mit einem anderen spezialisierten Investmentfonds nach dem Gesetz von 2007 oder einem luxemburgischen Organismus für gemeinsame Anlagen («OGA») nach dem Gesetz vom 20. Dezember 2002 über Organismen für gemeinsame Anlagen oder einem Teilfonds eines solchen spezialisierten Investmentfonds oder eines solchen OGA zu verschmelzen.

Der Verwaltungsrat ist befugt, einen der vorgenannten Beschlüsse zu fassen

- im Falle einer wesentlichen Änderung der sozialen, politischen oder wirtschaftlichen Lage in den Ländern, in denen Anlagen für den jeweiligen Teilfonds getätigt werden oder in denen die Aktien dieses Teil fonds vertrieben werden, oder
- sofern der Wert der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds derart fällt, dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung dieses Teilfonds nicht mehr gewährleistet werden kann, oder
- im Rahmen einer Rationalisierung.

Der Liquidationserlös, der von Aktionär nach Abschluss der Liquidation nicht gefordert wurde, bleibt bei der Depotbank für einen Zeitraum von sechs Monaten deponiert und wird anschließend bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Der Beschluss des Verwaltungsrates gemäß dem ersten Absatz dieses Artikels über die Verschmelzung eines oder mehrerer Teilfonds wird den betroffenen Aktionären mitgeteilt. In diesem Fall ist es den betroffenen Aktionären erlaubt, während der Mindestdauer eines Monats ab dem Datum der erfolgten Mitteilung die kostenfreie Rücknahme oder den kostenfreien Umtausch aller oder eines Teils ihrer Aktien zu dem anwendbaren Anteilwert zu beantragen. Nach Ablauf dieser Periode ist die Verschmelzung für alle verbleibenden Aktionäre bindend. Im Falle der Verschmelzung einer oder mehrerer Aktienklassen der Investmentgesellschaft mit einem luxemburgischen «fonds commun de placement» bzw. «fonds commun de placement - FIS» ist der Beschluss jedoch nur für die dieser Verschmelzung zustimmenden Aktionäre bindend, bei allen anderen Aktionäre wird davon ausgegangen, dass sie einen Antrag auf Rücknahme ihrer Aktien gestellt haben.

Der Erlös aus der Auflösung von Aktien, der von den Aktionäre nach erfolgter Auflösung einer Aktienklasse nicht gefordert wurde, wird bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo er nach 30 Jahren verfällt.

Die Investmentgesellschaft hat die Aktionäre durch Veröffentlichung einer Rücknahmeanündigung in einer vom Verwaltungsrat zu bestimmenden Zeitung hierüber zu informieren. Sind alle betroffenen Aktionäre und ihre Adressen der Investmentgesellschaft bekannt, so erfolgt die Rücknahmeanündigung mittels Brief an diese Adressaten.

**Art. 29. Liquidation.** Die Liquidierung wird durch einen oder mehrere Liquidatoren ausgeführt, welche ihrerseits natürliche oder juristische Personen sein können und von der Generalversammlung, die auch über ihre Befugnisse und über ihre Vergütung entscheidet, ernannt werden.

Der Netto-Liquidationserlös der Investmentgesellschaft wird von den Liquidatoren an die Aktionäre im Verhältnis zu ihrem Aktienbesitz verteilt. Der Verwaltungsrat kann im Verkaufsprospekt genauer regeln, wie in Hinblick auf die verschiedenen Aktienklassen verfahren wird.

Wird die Investmentgesellschaft liquidiert, so erfolgt die Liquidation in Übereinstimmung mit den gesetzlichen Bestimmungen. Diese Bestimmungen spezifizieren die Verteilung der Liquidationserlöse und sehen die Hinterlegung bei der Caisse des Consignations für alle Beträge vor, die bei Abschluss der Liquidation von den Aktionären nicht eingefordert wurden. Beträge, die dort innerhalb der gesetzlichen Fristen nicht eingefordert werden, verfallen gemäß den Bestimmungen des Luxemburger Rechts.

**Art. 30. Änderungen der Satzung.** Die Satzung kann durch eine Generalversammlung, welche den Quorumserfordernissen gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaft einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen (das «Gesetz von 1915») unterliegt, geändert werden.

**Art. 31. Interessenkonflikte.** Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Investmentgesellschaft und einer anderen Investmentgesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Investmentgesellschaft an dieser anderen Investmentgesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellter der Investmentgesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Investmentgesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Investmentgesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Investmentgesellschaft ein den Interessen der Investmentgesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellter dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet.

«Entgegengesetztes Interesse» entsprechend der vorstehenden Bestimmungen bedeutet nicht eine Verbindung mit einer Angelegenheit, Stellung oder einem Geschäftsvorfall, welcher eine bestimmte Person, Gesellschaft oder Unternehmung umfaßt, welche gelegentlich vom Verwaltungsrat nach dessen Ermessen benannt werden.

**Art. 32. Anwendbares Recht.** Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und das Gesetz von 2007 einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze geregelt.

#### *Zeichnung des Gründungskapitals*

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet:

FLOSSBACH & VON STORCH VERMÖGENSMANAGEMENT AG, zeichnet dreihundert zehn (Stücke 310) Aktien zum Gegenwert von einunddreißigtausend (Euro 31.000,-),

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt einunddreißigtausend Euro (Euro 31.000,-). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

#### *Erklärung*

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

#### *Kosten*

Die Gründungskosten welche der Investmentgesellschaft in Rechnung gestellt werden belaufen sich auf ungefähr EUR 7.000,-.

#### *Gründungsversammlung der Investmentgesellschaft*

Oben angeführte Gründungsgesellschafter, welche das gesamte gezeichnete Gründungskapital vertreten, haben unverzüglich eine Gesellschafterversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennen, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

I. Zu Mitgliedern des Verwaltungsrates werden ernannt:

- Herr Kurt von Storch, Vorstand der FLOSSBACH & VON STORCH VERMÖGENSMANAGEMENT AG, geboren am 7. Januar 1961 in Hamburg, Deutschland, beruflich ansässig in KölnTurm, Im Mediapark 8, D-50670 Köln
- Herr Nikolaus Rummler, Abteilungsdirektor, DZ BANK INTERNATIONAL S.A., geboren am 5. Oktober 1962 in Saarburg, beruflich ansässig in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

- Herr Ulrich Juchem, Abteilungsdirektor, DZ BANK INTERNATIONAL S.A., geboren am 1. Mai 1967 in Idar-Oberstein beruflich ansässig in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2009.

II. Sitz der Investmentgesellschaft ist 4, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen

III. Die erste ordentliche Gesellschafterversammlung wird im Jahre 2009 stattfinden.

IV. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers S.à r.l., 400, route d'Esch, L-1471 Luxemburg, R.C.S. Luxembourg B 65477.

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der ordentlichen Gesellschafterversammlung des Jahres 2009.

Worüber Urkunde, aufgenommen wurde in Strassen, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden an die Erschienenen, welche dem unterzeichneten Notar dem Namen, Zivilstand und Wohnort nach bekannt sind, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: D. Hirschmann, M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 2007, Relation: LAC/2007/30.039. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur ff. (signé): Jungers.

Für gleichlautende Kopie, zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial erteilt.

Luxemburg, den 12. Oktober 2007.

H. Hellinckx.

Référence de publication: 2007119828/242/686.

(070141759) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 octobre 2007.

**M.P.I.S., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 37.517.

**Luxembourg Multi Investment Group S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 30.957.

**Sanalux S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 55.375.

**Thisby S.A., Société Anonyme.**

R.C.S. Luxembourg B 46.718.

—  
*Liquidations Judiciaires*

Par jugement rendu en date du 22 octobre 2007, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

M.P.I.S. S.A., avec siège social à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Isabelle Jung, juge, et liquidateur Maître Danielle Hoscheid, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 9 novembre 2007 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

D. Hoscheid

*Le Liquidateur*

Par jugement rendu en date du 22 octobre 2007, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

LUXEMBOURG MULTI INVESTMENT GROUP S.A., avec siège social à L-7217 Bereldange, 66, rue de Bridel, de fait inconnue à cette adresse.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Isabelle Jung, juge, et liquidateur Maître Danielle Hoscheid, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 9 novembre 2007 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

D. Hoscheid

*Le Liquidateur*

Par jugement rendu en date du 22 octobre 2007, le Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

SANALUX S.A., dont le siège social à L-1118 Luxembourg, 14, rue Aldringen, a été dénoncée le 21 juillet 1999;

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Isabelle Jung, juge, et liquidateur Maître Danielle Hoscheid, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 9 novembre 2007 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

D. Hoscheid

*Le Liquidateur*

Par jugement rendu en date du 22 octobre 2007, Tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, siégeant en matière commerciale, a ordonné en vertu de l'article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, la dissolution et la liquidation des sociétés suivantes:

THISBY S.A., dont le siège social à L-4819 Rodange, 32, rue de la Gendarmerie, a été dénoncé en date du 1<sup>er</sup> octobre 1996.

Le même jugement a nommé juge-commissaire Madame Isabelle Jung, juge, et liquidateur Maître Danielle Hoscheid, avocat, demeurant à Luxembourg.

Il ordonne aux créanciers de faire la déclaration de leurs créances avant le 9 novembre 2007 au greffe de la sixième chambre de ce Tribunal.

Pour extrait conforme

D. Hoscheid

*Le Liquidateur*

Référence de publication: 2007123296/8256/67.

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2007, réf. LSO-CJ09172. - Reçu 89 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2007, réf. LSO-CJ09173. - Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2007, réf. LSO-CJ09174. - Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

Enregistré à Luxembourg, le 26 octobre 2007, réf. LSO-CJ09176. - Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070147618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 octobre 2007.

### **1st-Group Funds, Fonds Commun de Placement.**

Die AXXION S.A., H.R. Luxembourg B 82.112, hat als Verwaltungsgesellschaft mit Zustimmung der BANQUE DE LUXEMBOURG S.A. beschlossen, das Sonderreglement des Teilfonds «1st-US SELECT FUND» unter dem Umbrellafonds «1st Group Funds» Organismus für gemeinsame Anlagen), der den Bestimmungen des Teils I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Wirkung zum 1. November 2007 zu ändern.

Das Sonderreglement wurde beim Registre de Commerce et des sociétés (Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister) hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 27. September 2007.

AXXION S.A. / BANQUE DE LUXEMBOURG S.A.

*Verwaltungsgesellschaft / Depotbank*

*Unterschriften /Unterschriften*

Référence de publication: 2007122892/7/18.

Enregistré à Luxembourg, le 17 octobre 2007, réf. LSO-CJ06297. - Reçu 16 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070146625) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 octobre 2007.

**Southern Cross Finance S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4-6, rue Jean Engling.  
R.C.S. Luxembourg B 95.612.

Lors d'une Assemblée Générale tenue au siège social de la société en date du 26 juin 2007 à 15.00 heures, la résolution suivante a été prise:

*Résolution*

Monsieur Claude Karp, né le 11 octobre 1972 à Esch-sur-Alzette, domicilié professionnellement à 6, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, est nommé au poste du Président du Conseil d'Administration de la société.

Son mandat commence en ce jour, 20 juin 2007, et se termine lors de l'Assemblée Générale annuelle de l'année 2012 qui statuera sur les comptes de l'exercice 2011.

Tous les membres de l'Assemblée approuvent la résolution.

Signature / Signature

Actionnaires 1 / Actionnaires 2

Référence de publication: 2007119095/2741/19.

Enregistré à Luxembourg, le 20 septembre 2007, réf. LSO-CI06746. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136738) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

**Resolution (Luxembourg) S.C.A., Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.  
R.C.S. Luxembourg B 105.482.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2007.

RESOLUTION (LUXEMBOURG) SCA

RESOLUTION LUXEMBOURG GP S.A.

General Partner

P. Williams

Administrateur

Référence de publication: 2007119483/710/19.

Enregistré à Luxembourg, le 26 septembre 2007, réf. LSO-CI09246. - Reçu 42 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136512) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

**P.H.P. Pizzeria du Nord S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9714 Clervaux, 35, Klatzewee.

R.C.S. Luxembourg B 117.559.

L'an deux mille sept, le six juillet.

Les associés de la société à responsabilité limitée - P.H.P. PIZZERIA DU NORD SARL - RC B N ° 117.559, sis au 35, Klatzewee L-9714 Clervaux, ont tenu une assemblée générale extraordinaire:

*Ordre du jour:*

- Démission du gérant technique et nomination d'un nouveau gérant technique
- Démission des deux gérants administratifs et nomination d'un nouveau gérant administratif
- Changement des parts sociales de la société

*Première résolution*

Monsieur Da Costa Serodio Pedro Nuno demeurant 33, Maison L-9744 Deiffelt démissionne de son poste de gérant technique de la société - P.H.P. PIZZERIA DU NORD SARL -

Madame Seabra Ventura Oliveira Helena Cristina demeurant 33, Maison L-9744 Deiffelt est nommée gérante technique en remplacement de Monsieur Da Costa Serodio Pedro Nuno.

*Deuxième résolution*

Madame Marta Pinto Paula Alexandra demeurant 17, Maison L-9768 Reuler et Madame Seabra Ventura Oliveira Helena Cristina demeurant 33, Maison L-9744 Deifflet démissionnent de leur poste de gérantes administratives.

Monsieur Pais Cunha Nuno Miguel - chauffeur de taxis - demeurant 33, Maison L-9744 Deiffelt est nommé gérant administratif en remplacement des susnommées.

*Troisième résolution*

Les associés décident de changer comme suit la répartition des parts sociales de la société:

	Parts
- Seabra Ventura Helena Cristina: .....	50
- Pais Cunha Nuno Miguel: .....	50

P. N. Da Costa Serodio / P. A. Marta Pinto / H. C. Seabra Ventura Oliveira  
Associé 1 / Associé 2 / Associé 3

Référence de publication: 2007119455/800990/33.

Enregistré à Diekirch, le 9 octobre 2007, réf. DSO-CJ00057. - Reçu 89 euros.

Le Receveur (signé): J. Tholl.

(070136432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Advent Mango 6, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 115.788.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 10 août 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2007119460/239/12.

(070136722) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Captiva 2 Johannes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 25.000,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 25, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 112.237.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2007.

M. Torbick

Gérant

Référence de publication: 2007119461/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 12 septembre 2007, réf. LSO-CI04042. - Reçu 42 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136419) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Captiva 2 Juna Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 25, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 109.778.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.



Luxembourg, le 2 octobre 2007.

M. Torbick  
*Mandataire*

Référence de publication: 2007119462/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2007, réf. LSO-CI08070. - Reçu 36 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070136414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Cable & Wireless Global Businesses International Sàrl, Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: GBP 4.005.428,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6C, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 63.922.

---

Le bilan au 28 février 2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 septembre 2007.

*Pour la société*  
Signature  
*Un gérant*

Référence de publication: 2007119409/6312/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, réf. LSO-CJ00350. - Reçu 30 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070136522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Advent Mango 5, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2340 Luxembourg, 6, rue Philippe II.

R.C.S. Luxembourg B 115.787.

---

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 10 août 2007.

J.-J. Wagner  
*Notaire*

Référence de publication: 2007119463/239/12.

(070136724) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Alstria Hanseatische Grundbesitz Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 25, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 112.236.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2007.

M. Torbick  
*Mandataire*

Référence de publication: 2007119464/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2007, réf. LSO-CI08063. - Reçu 38 euros.

Le Releveur (signé): G. Reuland.

(070136412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**MAS Corporate Services Sàrl, Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 110.690.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 septembre 2007.

*Pour la société*

*Signature*

*Le gérant*

Référence de publication: 2007119407/1337/16.

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> octobre 2007, réf. LSO-CJ00310. - Reçu 28 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070136436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Orchis Trust International S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 42.314.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2007.

*Pour ORCHIS TRUST INTERNATIONAL S.A.*

*G. Birchen*

*Administrateur*

Référence de publication: 2007119375/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007, réf. LSO-CJ01102. - Reçu 22 euros.

*Le Receveur (signé): G. Reuland.*

(070136381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Reacomex, Société Anonyme.**

Siège social: L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 47.825.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 28 septembre 2007.

*J.-J. Wagner*

*Notaire*

Référence de publication: 2007119469/239/12.

(070136709) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Captiva 2 KQ Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1637 Luxembourg, 25, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 101.998.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2007.

M. Torbick

*Mandataire*

Référence de publication: 2007119470/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2007, réf. LSO-CI08081. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136395) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Zellam S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.

R.C.S. Luxembourg B 116.199.

---

Le bilan du 2 mai 2006 au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2007.

LUXEMBOURG CORPORATION COMPANY SA

*Managing Director*

Signatures

Référence de publication: 2007119471/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 27 septembre 2007, réf. LSO-CI09941. - Reçu 28 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136392) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Agimarque Troyes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 17.000,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 94.661.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2007.

M. Torbick

*Mandataire*

Référence de publication: 2007119468/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2007, réf. LSO-CI08030. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136397) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Agimarque S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.750,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 94.651.

---

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2007.

M. Torbick

*Mandataire*

Référence de publication: 2007119467/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2007, réf. LSO-CI08047C. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136399) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Carima S.A.H., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 48.630.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

P. Rochas

*Administrateur*

Référence de publication: 2007119475/636/14.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2007, réf. LSO-CJ02647. - Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Compac S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 32.449.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2007.

*Pour COMPAC S.A.*

G. Birchen

*Administrateur*

Référence de publication: 2007119374/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007, réf. LSO-CJ01104. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136383) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Cordea Savills Fund Managers (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 124.536.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 21 septembre 2007.

J.-J. Wagner

*Notaire*

Référence de publication: 2007119473/239/12.

(070136714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Agimarque Romans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 15.500,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, Zone d'Activités Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 94.650.

Les comptes annuels au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2007.

M. Torbick  
*Mandataire*

Référence de publication: 2007119465/710/15.

Enregistré à Luxembourg, le 24 septembre 2007, réf. LSO-CI08038. - Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Leader and Partners International, Société Anonyme.**

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.  
R.C.S. Luxembourg B 72.502.

Les comptes annuels au 31 décembre 2005 ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 octobre 2007.

P. Rochas  
*Administrateur*

Référence de publication: 2007119474/636/15.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2007, réf. LSO-CJ02644. - Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Kent Inter Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.  
R.C.S. Luxembourg B 61.570.

Le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2006 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 octobre 2007.

Pour KENT INTER HOLDING S.A.  
G. Birchen  
*Administrateur*

Référence de publication: 2007119373/29/16.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007, réf. LSO-CJ01105. - Reçu 22 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Even RX Eins S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.  
R.C.S. Luxembourg B 128.169.

J'ai l'honneur, par la présente, de vous informer que Monsieur Patrick Lorenzato a démissionné par une lettre recommandée, datée le 31 juillet 2007, de son mandat de gérant avec effet au 9 août 2007.

Luxembourg, le 15 août 2007.

P. Bruzzese  
*Conseil de gérance*

Référence de publication: 2007118773/751/14.

Enregistré à Luxembourg, le 28 septembre 2007, réf. LSO-CI10345. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070137074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**AZ Electronic Materials Midco S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 9.231.475,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.  
R.C.S. Luxembourg B 102.424.

Extr

Le conseil de gérance a unanimement décidé de transférer le siège social de la Société du 30, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, avec effet au 13 août 2007.

Pour mention aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 août 2007.

Pour extrait conforme

Pour AZ ELECTRONIC MATERIALS MIDCO S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2007118283/5776/19.

Enregistré à Luxembourg, le 30 août 2007, réf. LSO-CH09401. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 octobre 2007.

**Lai Fu Luxembourg S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 37.168.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 27 juin 2005 que le mandat de l'administrateur, Mademoiselle Martine Schaeffer, n'a pas été renouvelé.

Luxembourg, le 15 septembre 2007.

Pour extrait conforme

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2007119074/535/16.

Enregistré à Luxembourg, le 25 septembre 2007, réf. LSO-CI08552. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

**TGEST S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,00.**

Siège social: L-4660 Differdange, 22, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 101.159.

Société à responsabilité limitée constituée suivant acte reçu par Maître Robert Schuman, notaire de résidence à Differdange, en date du 2 juin 2004, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C N° 820 du 10 août 2004.

Les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Georges d'Huart, notaire de résidence à Pétange, en date du 7 novembre 2005, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C No 536 du 14 mars 2006.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 octobre 2007.

TGEST, S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2007119497/546/19.

Enregistré à Luxembourg, le 8 octobre 2007, réf. LSO-CJ02871. - Reçu 30 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136675) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

**Sireo Immobiliefonds No. 4 Edinburgh Ferry Road S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 127.822.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 21 septembre 2007.

J.-J. Wagner

*Notaire*

Référence de publication: 2007119491/239/12.

(070136672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

**JSI Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 90.743.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2005 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2007.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2007119493/1035/15.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007, réf. LSO-CJ01307. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

**JSI Investments S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 31-33, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 90.743.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2004 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 28 septembre 2007.

Signature

*Un mandataire*

Référence de publication: 2007119494/1035/15.

Enregistré à Luxembourg, le 3 octobre 2007, réf. LSO-CJ01305. - Reçu 26 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136474) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

**C.E.P. Européenne d'Investissement S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1212 Luxembourg, 14A, rue des Bains.

R.C.S. Luxembourg B 40.720.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2007119495/7606/12.

Enregistré à Luxembourg, le 27 septembre 2007, réf. LSO-CI09550. - Reçu 24 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136544) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

**C.C.E.C. S.A., Compagnie des Châteaux d'Europe Centrale S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens, Zone Industrielle Bourmicht.

R.C.S. Luxembourg B 124.367.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 21 septembre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2007119478/239/12.

(070136649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Schroder Property Investment Management (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Aareal Fund Management S.à r.l.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 102.436.

Le bilan au 31 décembre 2006 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 3 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007119479/801/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2007, réf. LSO-CJ02248. - Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136525) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**Schroder Property Investment Management (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Aareal Fund Management S.à r.l.).**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 102.436.

Le bilan au 31 décembre 2005 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

A Luxembourg, le 3 octobre 2007.

Signature.

Référence de publication: 2007119477/801/13.

Enregistré à Luxembourg, le 5 octobre 2007, réf. LSO-CJ02251. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070136527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.

---

**C+ Investments, Société Anonyme.**

Siège social: L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri.

R.C.S. Luxembourg B 92.342.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 21 septembre 2007.

J.-J. Wagner

Notaire

Référence de publication: 2007119476/239/12.

(070136653) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 octobre 2007.